

La condition civile des biens de l'aliéné non interdit et sa responsabilité

THÈSE

POUR LE DOCTORAT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

Présentée et soutenue le 5 Juin 1939, à 14 h.

PAR

Thomas VADIAKAS

MEMBRES DU JURY :

PRÉSIDENT : M. ESCARRA, *Professeur.*

M. ESMEIN, *Professeur.*

ASSESSEURS : M. BALL, *Professeur.*

IMPRIMERIE LES PRESSES MODERNES
96 Galerie Beaujolais PARIS (1^{er}) 1939

LA CONDITION CIVILE DES BIENS
DE L'ALIENÉ NON INTERDIT
ET SA RESPONSABILITE



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41554623_0072

La condition civile des biens de l'aliéné non interdit et sa responsabilité

THÈSE

POUR LE DOCTORAT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

Présentée et soutenue le 5 Juin 1939, à 14 h.

PAR

Thomas VADIAKAS

MEMBRES DU JURY :

PRÉSIDENT : M. ESCARRA, *Professeur.*

M. ESMEIN, *Professeur.*

ASSESSEURS : M. BALL, *Professeur.*

IMPRIMERIE LES PRESSES MODERNES

96 Galerie Beaujolais PARIS (1^{re}) 1939

*La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.*



INTRODUCTION

C'est une question à la fois bien intéressante et bien complexe que celle dont nous voulons entreprendre l'étude. Complexe, parce que la folie existe à bien des degrés, et comme il y a des degrés de responsabilité, il doit y avoir des degrés de capacité (1). Intéressante, à cause des nombreux problèmes qu'elle soulève, à cause surtout de ceux qui en sont l'objet. Car il est naturel que l'on porte plus d'intérêt à ceux qui sont plus délaissés.

Or, il est hors de doute que l'on s'occupe beaucoup plus des mineurs, par exemple, que des déments, et cela se comprend un peu. M. Saleilles en donne la raison dans des termes excellents : « Un mineur, dit-il, c'est la vie qui grandit, qui se développe, qui va bientôt apparaître sur la scène du monde. On s'y intéresse. Un pauvre dément, c'est la vie qui décroît, qui retombe dans l'ombre et le néant. On en a pitié, on ne s'y intéresse plus (2) ». Quelle en est la conséquence ? Continuons à citer Saleilles : « L'on perd peu à peu, avec l'affection qui s'éteint, la conscience du droit individuel chez celui dont la raison n'existe plus. Et déjà, on considère sa succession comme

(1) SALEILLES, *Bulletin de la Société d'Etudes législatives*, 1904, p. 412.

(2) SALEILLES, *Bulletin de la S.E.L.*, p. 320 et 322.

ouverte. Un aliéné qui s'attarde dans la vie, c'est un peu comme un absent qui n'a plus reparu depuis longtemps... Sans scrupule, et sans la moindre malhonnêteté, croyez-le bien, on croit pouvoir traiter ses biens comme on ferait d'une hérédité jacente ».

S'il est donc une catégorie de personnes dignes d'intérêt, et dont doivent s'occuper ceux qui se piquent d'altruisme et de solidarité, c'est assurément celle des déments de toute sorte, pauvres épaves humaines, victimes souvent innocentes de l'organisation défectueuse des sociétés et de la protection incomplète de leurs lois.

La société est la plus grande coupable. Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, qu'avec une conscience de plus en plus exacte de ses responsabilités, elle cherche à apporter le secours, et quelquefois le remède à des maux dont elle est elle-même la cause. Et cependant, il ne faut pas remonter très haut dans l'histoire, pour trouver les débuts de cette idée qui, depuis, à fait son chemin.

Il n'y a même pas un siècle et demi que les fous étaient encore traités comme des êtres dangereux et malfaisants. Et s'ils n'étaient pas enchaînés et maintenus de force par leur famille, ils étaient saisis et jetés dans des cachots, à l'égal des pires criminels.

Sous l'empire d'idées philosophiques étrangement fausses, on considérait alors la folie comme une perversion de l'âme. La foule et le législateur lui-même y voyaient en effet de la malédiction divine. Comment, dans ces conditions, les pouvoirs publics auraient-ils pu avoir d'autre pensée, que de protéger l'ordre public et les personnes contre un dangereux et maudit ! Il a fallu les progrès de la médecine pour détruire peu à peu

toutes ces pratiques. Il a fallu surtout l'accroissement continu du nombre des aliénés pour attirer l'attention sur les dangers d'un fléau si menaçant.

On s'est évertué depuis longtemps à rechercher les causes de cet accroissement inquiétant des maladies mentales. Or, tout le monde est d'accord sur un point : c'est que l'aliénation mentale marche du même pas que les civilisations. Elle en est comme le parasite : « Il n'est pas question d'insensés dans l'histoire des peuples sauvages, disait Foderet ; on ne les trouve que dans les pays civilisés. » M. Dubief disait dans le lumineux exposé des motifs de la loi, dont il fut le rapporteur à la Chambre des Députés : « Quand les nations vieillissent et qu'avec la civilisation les vices, qui en sont les mauvais fruits, se forment et se multiplient, dans l'activité toujours plus dévorante de la lutte pour la vie, dans la fièvre des idées et des jouissances, dans le tourbillon des intérêts et des passions qui s'appellent et s'entrechoquent, la progression de la folie s'accroît dans des formes souvent nouvelles et de plus en plus fréquentes et redoutables, au milieu des ambitions déréglées, des élévations inattendues, des fortunes excessives, des déceptions et des misères. Ne savons-nous pas d'ailleurs que dans les pays que nous explorons, si l'aliénation mentale apparaît, c'est parce qu'à côté des bienfaits de la civilisation, nous en apportons avec nous les tares et notamment l'alcoolisme (?) ».

Il ressort de ce petit exposé des progrès de l'insanité d'esprit, que le cri d'alarme, élevé depuis longtemps déjà par les hommes compétents qui se sont occupés plus ou moins directement de la démence, est parfaitement justifié. L'organisation de la protection des fous, est à l'heure actuelle au premier plan des

questions sociales. L'opinion publique s'est départie à son égard de la coutumière indifférence, et le législateur s'y intéresse autant que ses préoccupations politiques le lui permettent.

Cependant, le problème est loin d'être résolu. Les savants ne sont guère d'accord que sur l'opportunité des mesures à prendre. Des divergences de vues fondamentales se font sentir, dans le domaine de l'application. Personne n'ignore les polémiques retentissantes qu'il a soulevées tant en ce qui concerne le domaine de la protection de la liberté individuelle, que celui de la protection des biens.

Tout le monde a pris une part active à ces campagnes, les personnes compétentes, comme d'autres inexpérimentées, les médecins comme les juristes, et les hommes politiques. Les journalistes eux-mêmes s'en sont mêlés, se faisant les interprètes d'idées et de conception dont la discussion aurait dû rester sur le plan scientifique et non pas devenir un sujet « de place publique » débattu entre des profanes, sensibles à tous les remous de l'opinion publique.

C'est que cette opinion est une proie facile aux slogans répandus. Les individus, farouches défenseurs de leur liberté individuelle et de leur indépendance qui tourne aujourd'hui à l'individualisme le plus égoïste, sont devenus de plus en plus sensibles au nom de cette liberté, à tout ce qui serait de nature à l'entraver. Comment, dit-on, un simple particulier, sur le vu d'un certificat médical, sera en mesure d'obtenir un arrêté d'internement ? C'est un abus de pouvoir, un stratagème fallacieux qui rappelle singulièrement le temps des lettres de cachet, que, sous l'ancien régime, le roi délivrait selon son bon

plaisir, aux personnes qui l'en sollicitaient. Un tel régime ne peut plus s'accommoder avec les mœurs actuelles.

Mais, devant l'accroissement du nombre des aliénés, on doit prendre des mesures de plus en plus énergiques. C'est pour cette raison d'ailleurs que le nombre des asiles augmente de jour en jour, et que, sous l'influence des idées humanitaires, les familles admettent plus facilement que leurs membres soient internés dans un établissement spécial.

Mais, si l'opinion publique s'est insurgée contre cette loi au nom de la liberté individuelle, que, prétendait-on, elle ne garantissait pas assez, si même on a trouvé qu'elle était susceptible, sous le couvert de ses dispositions, de favoriser des séquestrations prétendues arbitraires, la même opinion, aussi aveugle dans la passion persistante, s'est un peu moins inquiétée des garanties insuffisantes de cette même loi en ce qui concerne la capacité juridique et l'administration des biens des individus atteints d'aliénation mentale. Car, pour n'être qu'un rouage défectueux de la machine sociale, cette qualité confère cependant des droits au dément et l'astreint à des devoirs au même titre qu'un homme sain. Mais, tandis que ce dernier peut en personne exercer ces droits et accomplir ses devoirs, en un mot, manifester sa capacité juridique, il n'en est pas de même de l'aliéné, à qui le défaut d'une exacte compréhension de ses obligations et de sa responsabilité morale, enlève toute faculté d'agir par lui-même. Destitué de son libre arbitre, l'insensé ne peut accomplir un acte quelconque de caractère juridique. « Ce qui lui est interdit, dès l'instant qu'il a perdu son activité intelligente, et avec elle cette haute prérogative d'être libre, d'examiner et de choisir, c'est de se mêler à la pratique quotidienne de la vie sociale, de souscrire par lui-même aucun de

ses actes, dont la liberté est l'élément essentiel ; s'il est souscrit, la loi morale les envisage avec indifférence et la loi juridique ne leur accorde aucune sanction (1) ».

Incapable d'agir par lui-même, tout au moins en dehors des périodes de lucidité, l'aliéné va-t-il se trouver titulaire des droits qu'il ne pourra exercer, astreint à des devoirs qu'il ne pourra accomplir ? Sous peine de commettre une iniquité, le législateur n'infligera pas au dément les conséquences désastreuses d'un état mental dont il n'est pas responsable. Il le protégera en plaçant à ses côtés un représentant, chargé d'accomplir en son nom les actes de la vie juridique.

Le législateur devra aussi s'occuper de sauvegarder efficacement le patrimoine de l'insensé, de le mettre à l'abri de toutes les convoitises, de tous les appétits.

Pour certaines gens, d'honnêteté douteuse, quelle proie facile que la fortune d'un aliéné ! Et si les proches parents du dément sont généralement au dessus du soupçon, et n'ont qu'un désir, ramener à la santé un être qui leur est cher, ne peut-il s'en trouver, parmi eux, dont les scrupules ne s'embarrassent pas d'une spoliation, d'autant plus tentante que la réalisation en est plus aisée, grâce à la situation de ses auteurs ? Le Code civil, indifférent à tout ce qui concerne la protection de la personne physique de l'insensé et à sa guérison, s'est préoccupé davantage de la protection de ses biens, et de là nécessité qui s'impose de le munir d'un représentant dans l'accomplissement des actes juridiques.

L'aliéné peut-il être civilement responsable de ses actes ?

(1) SAGAZE, *De la folie considérée dans ses rapports avec la capacité civile*, 1851, p. 10.

Ici, nous touchons un sujet : la responsabilité civile de l'aliéné, qui est vivement discuté.

En France, les rédacteurs du Code Civil, en accord avec les idées communément reçues à la fin du XVIII^e siècle, ont posé en règle générale qu'un individu ne peut être déclaré civilement responsable d'un dommage causé par son fait, que s'il a commis une faute. Cette faute suppose l'existence d'un élément psychologique et moral. L'agent ne peut donc être condamné que s'il a agi de façon libre et consciente. L'acte du fou n'est qu'un fait matériel, car celui qui est privé de la jouissance de ses facultés mentales ne peut commettre aucune faute. Il faut donc le déclarer irresponsable et laisser à la victime la charge du préjudice causé, comme elle supporte ceux qui résultent des cas fortuits, ou de la force majeure.

Les critiques n'ont pas tardé à se manifester. Dès la fin du XIX^e siècle, de nombreux auteurs ont démontré que les conséquences entraînées par le principe de l'irresponsabilité civile du dément étaient injustes. Ils faisaient remarquer qu'à mesure que la civilisation se développe, les rapports des hommes deviennent plus nombreux. Les cercles de leurs activités respectives s'entrecroisent, et il en résulte un très grand nombre de dommages, rançon fatale du progrès.

Les apôtres de la théorie du risque, qui consiste à faire naître l'obligation de réparer, de la seule existence du fait dommageable, ont tout naturellement adopté le principe contraire. Les effets de ses auteurs ont eu leur écho en législation.

Mais doit-on appliquer sans mesure le principe exactement contraire ? Pourquoi le législateur hésite-t-il ? D'où vient la diversité des solutions proposées ? C'est ce que nous nous efforcerons d'étudier dans la troisième partie de notre thèse. Dans

la première partie, divisée en deux chapitres, nous étudierons d'abord la capacité civile de l'aliéné de fait, et puis celle des aliénés internés. Dans la deuxième partie, nous étudierons la protection des biens de l'aliéné. Elle sera aussi divisée en deux chapitres. Au premier, nous étudierons l'administration provisoire, et au second, la représentation en justice de l'aliéné.

PREMIERE PARTIE

La capacité civile des aliénés non interdits

CHAPITRE PREMIER

ALIENES DU DROIT COMMUN

En principe, ces personnes jouissent de toute leur capacité. Le seul critérium de la validité des actes par elles accomplis est l'application des règles du droit commun. Ici, pas de présomption légale à appliquer, pas d'incapacité artificielle qui pèse sur ces personnes. Quand cessent-elles en fait, de remplir les conditions voulues par la loi pour sa validité des différentes opérations de la vie civile ? Quelles sont les conséquences juridiques de l'incapacité de fait qui les frappe ? et quel est le caractère de la nullité des actes par elles passés ?

Section I. — Incapacité de fait des aliénés

De la définition de la folie — Où finit la raison, où commence la folie ? Voilà une double question à laquelle il serait bien difficile de répondre nettement. Quelle est la ligne de démarcation exacte entre la raison et la folie ? Ne varie-t-elle pas dans chacune des nombreuses et diverses manifestations de cette triste maladie ? Ne rencontre-t-on pas une sorte de zone neutre entre la raison et l'insanité, zone dans laquelle chacun peut se mouvoir en se rapprochant plus ou moins des confins de l'une ou de l'autre ? Cependant la ligne séparative est bien étroite, et Montaigne avait dit avec raison qu'il n'y avait qu'un demi tour de cheville à passer de la plus subtile folie à la plus subtile sagesse (1).

On ne saurait donc répondre à notre question d'une manière à la fois générale et exacte, par une formule susceptible de s'adapter à chaque cas et à chaque individu, surtout que souvent la folie ne se manifeste pas dans l'accomplissement de l'acte lui-même, mais réside dans la cause qui a déterminé l'auteur à cet acte. Par une conséquence forcée de cette situation, il sera pour ainsi dire impossible de donner une définition de la folie, absolument et toujours satisfaisante. On l'a dit avec raison : vouloir trouver une définition exacte de la folie, c'est chercher la pierre philosophale. Aussi nous contenterons-nous, sans nous arrêter à cette recherche chimérique, d'indiquer quelques définitions qui, se complétant les unes par les autres, donneront une idée assez exacte de ce qu'on doit entendre par folie.

(1) MONTAIGNE : *Essais*, t. II, ch. 12.

D'Aguessau, distinguait d'une façon assez pratique, au point de vue juridique, le sage de l'insensé : « Un sage, disait-il, dans le sens des lois et des jurisconsultes, est celui qui peut mener une vie commune et ordinaire ; un insensé est celui qui ne peut pas même atteindre jusqu'à la médiocrité des devoirs généraux ».

M. Sacaze, dans son traité de la folie, considérée dans ses rapports avec la capacité civile, s'exprimant d'abord dans un style philosophique un peu abstrait, déclare que celui-là est insensé qui ne jouit pas de son libre arbitre, qui n'a pas la faculté d'agir en dehors du mobile sensible et en conformité de la raison pure. Il dit ensuite, d'une façon plus claire, qu'il y a folie quand l'homme ne peut plus gouverner ou ses passions ou ses facultés, et il en arrive à définir la folie : « La perte du libre arbitre (1) ».

Daquin donne de la folie une définition, qui, à notre avis, est une des plus satisfaisantes : « La folie, dit cet auteur, est en général cet état dans lequel l'exercice des opérations de l'âme ou de l'esprit ne se fait pas complètement, ni toujours suivant les lois de l'ordre naturel, c'est-à-dire dans lequel cet exercice est contraire à la raison, qui doit elle-même être considérée comme le résultat de ces différentes opérations bien conduites ». C'est de lui aussi qu'émane cet aphorisme : « La raison est la connaissance du vrai et la folie la privation de cette connaissance » (2).

En pratique, dans chaque espèce, les juges apprécieront si l'individu dont la validité d'esprit est en discussion, jouissait

(1) SACAZE : *De la folie considérée dans ses rapports avec la capacité civile*, p. 10 et 29.

(2) DAQUIN : *Philosophie de la folie*, 2^e éd., p. 14 à 17.

de sa raison à un degré suffisant au moment où il les accomplissait. Si les éléments de la cause ne suffisent pas à former cette conviction, ils auront alors recours aux lumières des hommes de l'art, qui auront à examiner si au point de vue médical, l'auteur de l'acte jouit de l'intégrité de ses facultés mentales. En pareille circonstance, les juges ne sauraient trop souvent avoir recours aux hommes spécialisés, qui, dans de nombreux cas seront seuls à apprécier certains symptômes à leur juste valeur. Cependant, les magistrats qui bien rarement se fient à leurs propres lumières pour des constatations matérielles que tout homme cependant peut plus ou moins faire, sont le plus souvent portés à se prononcer d'eux-mêmes sur l'état mental d'un individu, et à tirer des conclusions. C'est ce que fait avec raison, remarquer M. Sacaze, et ce magistrat recommande à ses collègues de se défier beaucoup de leur appréciation personnelle, en une matière aussi délicate et en face d'individus qui souvent savent avec une rare habileté dissimuler leur délire (1).

La tâche délicate des médecins est de découvrir les liens plus ou moins secrets qui pourraient rattacher l'acte au délire de l'individu, puisqu'une disposition faite par un aliéné de fait, pour qu'elle soit maintenue ou annulée doit dépendre des circonstances et surtout du point de savoir si elle est l'œuvre de la partie saine ou de la partie malade de son intelligence. C'est-à-dire il faut savoir si l'acte a été fait pendant l'aliénation mentale ou pendant l'intervalle lucide.

Pour Legrand du Saulle : « L'intervalle lucide consiste dans la suspension absolue, mais temporaire des manifestations et du caractère du délire. C'est une trêve réelle, un loyal armis-

(1) SACAZE, p. 134.

tice » (1). Ce n'est point, comme le faisait déjà remarquer d'Aguesseau dès 1698, un crépuscule qui joint le jour à la nuit mais une lumière parfaite, un éclat vif et continu, un jour plein et entier qui sépare des nuits.

En face de ces données sur la nature de l'intervalle lucide, la capacité juridique de l'individu qui en est l'objet est incontestable (2) ; car cette personne réunit toutes les conditions que la loi exige pour la validité des actes d'une personne qui n'a été l'objet d'aucune mesure judiciaire ni administrative modifiant sa situation légale.

La théorie de l'incapacité absolue et continue de l'interdit malgré les intervalles lucides dont il peut jouir, admise par le code, pourrait paraître au premier abord en contradiction avec l'opinion qui vient d'être émise. Il n'en est rien cependant. Si le législateur a établi une présomption générale d'incapacité dérivant du jugement de l'interdiction, il a subordonné l'existence de la légitimité de cette présomption à ce jugement, et n'a nullement voulu proclamer, en dehors de l'état de l'interdiction, l'incapacité durant les intervalles lucides. Il a voulu, dans le cas où la démence, la fureur ou l'imbécillité ont été judiciairement reconnues comme l'état habituel d'une personne, organiser un régime tout spécial qui aurait évité des procès trop fréquents et aurait mis les familles à l'abri des actes que pourraient accomplir à leur détriment un de leurs membres habituellement incapables. Mais en dehors de ces limites, en dehors de l'interdiction, la question reste toute entière et demeure dès lors sous l'empire des principes géné-

(1) *La folie devant les tribunaux*, p. 109 et 110.

(2) SACAIZE, p. 99. DEMOLOMBE : *Des donations*, T. I, n^{os} 335-337.

raux ; or c'est de ces principes généraux que découle la solution précédemment indiquée.

Section II. — **Conséquences juridiques de l'incapacité de fait des aliénés**

L'individu qui n'est ni interdit, ni pourvu d'un conseil judiciaire, ni placé dans un établissement d'aliénés qui en un mot est *integro status*, est toujours présumé absolument sain d'esprit ; les actes juridiques qu'il accomplit sont donc valables en principe. Cependant, en face ou à côté de ce principe, et pour en restreindre la portée dans de justes limites, vient se placer une règle générale, relative à la validité des conventions : c'est que, la liberté étant l'âme des conventions humaines, tout acte souscrit par un individu atteint de folie est susceptible d'être annulé. En effet un acte ne peut avoir de valeur juridique qu'en admettant de la part de son auteur la santé d'esprit, cette condition primordiale de la vie civile.

L'art. 1108 exigeant comme condition essentielle pour la validité d'une convention, le consentement de la partie qui s'oblige, il faut que le contractant, pour rentrer dans les prescriptions de cet article, veuille librement et comprenne la portée de l'acte qu'il accomplit. Toute fois, il y a présomption de santé d'esprit en faveur de celui qui agit ; dès lors la preuve contraire incombe à la personne qui incrimine l'acte comme étant le résultat de la démence.

De l'article 504, il résulte qu'il y a une différence importante à établir entre le cas où l'acte est attaqué par l'individu même qui en est l'auteur ou par ses ayants-cause, de son vivant, et celui où il n'est pas attaqué qu'après son décès. Dans le premier cas soit l'auteur même de l'acte, soit ses ayants cause

peuvent être admis à en demander la nullité pour cause de démence, pourvu que l'on prouve qu'il était, au moment précis de la passation de l'acte, privé de l'usage de ces facultés intellectuelles, ou même qu'avant et après l'acte il était dans un état habituel d'imbécillité, de démence ou de fureur ; il n'est pas nécessaire d'ailleurs que l'acte porte en soit la preuve de l'insanité. Dans le second cas, au contraire, c'est-à-dire après la mort d'un individu, les actes par lui faits, ne pourront être attaqués pour cause de démence qu'autant que son interdiction aurait été prononcée ou provoquée après son décès, à moins que la preuve de la démence ne résulte de l'acte même qui est attaqué.

Cette dernière proposition ne saurait être contestée, que par ceux qui prétendent, que l'article 504 édicte une sorte de pénalité contre les héritiers, qui n'auraient pas poursuivi l'interdiction de leur auteur malgré des causes de nature à la faire déclarer.

Mais cette interprétation de l'article 504 est erronée ; sans nous arrêter plus longuement à cette controverse de détail (1), il nous suffira de faire remarquer que cette théorie est inadmissible. En effet, et c'est là un argument péremptoire, l'article 504 s'applique non seulement aux parents héritiers, qui seuls ont qualité de provoquer l'interdiction, mais encore aux héritiers appelés par testament et pouvant être choisis parmi les personnes n'ayant pas le droit de la provoquer. Une restriction importante est apportée à l'article 504 par l'article 901, qui soustrait à l'application du premier tous les actes à titre gratuit.

(1) Voir pour les détails, AUBRY et RAU, T. I, 127, p. 525 et suiv.

On a essayé de soutenir que cette disposition vise les actes à titre gratuit : On invoquait la généralité des termes de la loi ; elle dit les « actes ». Ce serait interpréter étroitement la pensée du législateur que de restreindre aux conventions à titre onéreux la règle posée par cet article. D'ailleurs, ajoute-t-on, les actes à titre gratuit sont, plus que tous autres, susceptibles d'être attaqués ; nuls ne mettent en mouvement plus de passion, plus d'intérêts ; le but de l'article a été d'éviter de nombreuses contestations. On ne doit pas permettre de les soulever. Et, si l'article 901 exige la santé d'esprit pour les actes à titre gratuit, il ne fait que rappeler le principe général. Mais la Doctrine et la Jurisprudence adoptent une solution totalement différente. Elles admettent que l'article 504 ne s'applique pas aux donations et testaments ; on est recevable à prouver la démence à l'époque de la donation ou du testament, bien qu'elle ne résulte pas de ces actes et que l'interdiction n'ait pas été provoquée du vivant du donateur ou du testateur.

Cette solution s'explique pour un double motif : l'intérêt des donataires et légataires qui luttent de *lucro captando*, ne doit pas être protégé aussi soigneusement que celui des tiers, qui demandent le respect d'un contrat à titre onéreux et luttent de *damno vitando*, d'autant plus, et c'est là le second motif, que c'est surtout dans des actes à titre gratuit que l'affaiblissement de l'intelligence est plus à craindre.

Souvent, c'est au cours d'une grave maladie qu'ont lieu ces contrats ; le donateur, le testateur sont alors l'objet de sollicitations pressantes auxquelles ils résistent difficilement ; il peut se faire aussi qu'ils aient contre leurs héritiers une haine inexplicable.

Cette solution se base sur l'examen des travaux prépara-

toires. Quand on étudie la genèse de l'article 901 du Code civil, on remarque qu'il avait primitivement un second alinéa qui disparut dans la suite. Cet alinéa, était ainsi rédigé : « Ces actes ne pourront être attaqués pour cause de démence que dans les cas et de la manière prescrite par l'article 17 (futur article 504) du titre de la majorité et de l'interdiction ».

Après une discussion entre Tronchet et Cambacères, cet alinéa fut supprimé. On en conclut à la non application de l'article 504 du Code civil à ces actes. L'article 901 du Code civil déroge-t-il à d'autres égards aux principes régissant les actes onéreux ? MM. Aubry et Rau (1) voient dans cet article l'exigence voulue par les rédacteurs du Code, d'une capacité plus certaine, plus complète pour faire des libéralités ; d'où la possibilité d'annuler les actes à titre gratuit sur la preuve d'une insanité habituelle.

Comment alors se prouvera l'insanité d'esprit du disposant ? Lors de la discussion de l'article 504, Tronchet avait proposé d'admettre la preuve testimoniale qu'autant qu'il aurait un commencement de preuve par écrit, et que le disposant n'aurait survécu que six mois à la disposition.

Cette proposition ayant été repoussée on peut en conclure que la preuve se fait suivant les règles ordinaires avec appréciation des juges de fait dont leur sentence sur ce point échappe au contrôle de la cour de Cassation.

Section III. — **Caractère de la nullité des actes émanant d'un aliéné non interdit**

L'aliénation mentale emporte la nullité des actes faits sous son influence ; ces actes seront-ils seulement nuls ou seront-ils inexistantes ?

(1) AUBRY et RAU, VII, § 648, Note 6.

Suivant certains auteurs entre lesquels Demolombe (1) et Marcadé (2) tous les actes de l'aliéné sans exception, qu'ils soient à titre onéreux ou à titre gratuit, seront inexistants. Pour défendre leur théorie ils présentent les argumentations suivantes :

Le consentement est la rencontre de deux volontés. Tout le problème consiste à reconnaître ou à nier chez le dément la possibilité même de vouloir: De cette alternative dépendent et l'existence du consentement et la validité de l'acte consenti: Une fois connues les conséquences de la démence sur la valeur psychologique de la volonté nous rechercherons quel genre de preuves permettent d'en faire la base d'une demande en nullité.

Si l'aliénation mentale était une maladie dont le diagnostic fût aisé, dont le progrès fût discernable, l'on connaîtrait avec précision le moment où la volonté est atteinte par le trouble psychique et l'on déterminerait facilement à quel degré de démence le consentement juridique devient impossible. Mais l'aliénation mentale prend les formes les plus diverses et cette forme, même connue, continue d'échapper à toute recherche précise. Le seul résultat qu'ait obtenu la médecine mentale consiste en classifications, qui, toutes renferment une part quelque d'arbitraire, mais que l'on peut réduire, sans trop de hardiesse à ces deux classes : les folies complètes et les folies partielles.

Les premières dénotent, par l'incohérence du langage et du geste, un désordre général des facultés mentales. Et celles-là, sans aucun doute, retirent à celui qu'elles atteignent et la fa-

(1) DEMOLOMBE : *Cours de Droit civil*, XXIV, 80.

(2) MARCADÉ : *Cours de Droit Civil*, art. 1108.

culté de vouloir et celle de consentir. Mais il est un autre aliéné « qui par ses dehors et par ses propos, est loin de répondre à ce type de la folie que nos romanciers et nos dramaturges (1) mettent si volontiers en scène ». C'est le fou que nous qualifions partiel, celui dont les facultés psychiques fonctionnent normalement, sauf dans certaines conditions déterminées.

Nous distinguons la démence de délire ou pour employer la terminologie coutumière, la démence de l'inconscience (2). Ces folies qui ne sont pas l'inconscience absolue mais une déviation, un anéantissement progressif de l'activité mentale sont aussi les plus dangereuses.

Qu'il s'agisse de folie complète ou de folie partielle, la volonté fait défaut, le consentement est impossible, l'acte passé par le dément manque d'une condition essentielle. Il est nul de nullité absolue ou d'inexistence car, l'aliéné qui se prévaut de son état de démence devra toujours prouver l'absence de cette condition essentielle : le consentement. Mais suivant qu'il s'agira de folie complète ou de folie partielle cette preuve variera en facilité et en étendue. Dans les deux cas, il sera nécessaire de prouver non seulement une démence habituelle mais une démence actuelle, contemporaine de la passation de l'acte juridique. Et il ne suffira pas que cette démence soit quelconque, il faudra qu'elle soit reliée par une connexité très stricte aux mobiles de l'acte.

Il ne suffira pas de prouver l'existence de l'idée obsédante chez le mélancolique, le maniaque ou le paralytique général, il faudra prouver que cette idée obsédante a déterminé le con-

(1) D^r GARNIER : *Internement des aliénés*, p. 22.

(2) SALEILLES : *Rapport préliminaire sur les questions relatives à la gestion des biens et à la capacité civile des aliénés*. « Bulletin de la Société d'E. législatives », T. III, 1904, p. 296 et suiv.

sentement. « Le propre de la folie étant de déposséder l'homme de sa liberté morale et de le placer sous la dépendance de sensations, de sentiments et d'idées qui régissent forcément sur l'ensemble de ses dispositions et de ses manifestations » (1).

De plus, l'incohérence étant écartée par hypothèse, l'art. 504 retrouve toute son application et la preuve possible, quoique difficile, pendant la vie de l'auteur de l'acte, n'est plus recevable après sa mort.

S'il est exact de déduire de l'aliénation mentale, l'absence de volonté, de celle-ci le défaut de consentement, l'absence d'une condition essentielle à la validité d'un acte juridique et par conséquent l'inexistence de l'acte, la solution soutenue paraît justifiée, et elle est confirmée par des nombreux arrêts.

Un arrêt rendu par la Cour de Lyon le 24 août 1831 l'expose bien clairement : « Attendu que le consentement est de l'essence de tous les contrats, que le consentement doit être libre et spontané, que là où cette condition, d'une nécessité absolue pour former le lien de droit vient à manquer, il n'y a pas de contrat ; qu'il suit de ce principe que le majeur qui est dans un état habituel d'imbécillité, de démence ou de fureur est incapable de contracter, qu'il peut lui-même après que la raison lui est revenue, poursuivre la nullité des actes qu'il avait souscrit pendant son incapacité ; qu'il n'est pas nécessaire qu'il y ait eu interdiction, ou que l'interdiction ait été provoquée ». Et nous trouvons la même solution dans un arrêt rendu par la Cour de Toulouse le 11 janvier 1885 (2).

La Cour de Toulouse a considéré comme nulle et inexistante, pour défaut de consentement, la convention passée par un indi-

(1) D^r GARNIER : *L'internement des aliénés*, p. 17 et 82.

(2) DALLOZ, 1886, II, 73.

vidu en état de démence. « Attendu qu'il ne faut confondre l'absence absolue, l'impossibilité de consentement avec les vices entachant un consentement qui a été et a pu être donné ; qui, dans le premier cas, le contrat est nul de plein droit, réputé inexistant, tandis que dans le second, il est simplement annulable ».

Si le système d'inexistence est parfait en théorie, au point de vue pratique il présente les plus grandes difficultés. Nous avons vu combien il est difficile de faire la preuve de la démence. Parce qu'il faudra prouver non seulement une démence habituelle, mais une démence actuelle, contemporaine de la passation de l'acte juridique, et en plus qu'elle soit reliée par une connexité très stricte aux mobiles de l'acte. Et lorsque l'acte incriminé se sera passé plusieurs années auparavant, comment démontrer au moment précis de la passation de l'acte, l'absence du consentement ? On se heurtera souvent à des impossibilités de preuve tellement considérables qu'elles rendront illusoire la faculté d'annuler les actes.

Ces raisons ont déterminé quelques auteurs, en particulier non des moins considérables, MM. Aubry et Rau à admettre la nullité relative des actes faits par un dément de fait.

S'appuyant sur l'autorité de l'ancien droit, les auteurs partisans de la nullité relative apportent à l'appui de leur théorie plusieurs arguments de texte. Ils associent en général deux modes d'annulation, l'annulation basée sur le défaut de capacité et l'annulation basée sur le vice du consentement. C'est notamment la thèse de MM. Aubry et Rau : « Notre droit actuel, d'accord avec la doctrine de nos anciens auteurs ne voit en général dans l'oblitération permanente ou passagère des facultés intellectuelles qu'un défaut de capacité ou un simple vice de

consentement qui n'empêche même pas la formation du contrat et qu'en faisant seulement obstacle à sa validité, ne donne lieu qu'à une action en nullité exclusivement ouverte au profit de l'incapable et soumise à la prescription établie par l'article 1304 du Code civil. C'est ce qui ressort nettement pour le cas de démence, des articles 503 et 504 du Code civil et surtout de l'article 39 de la loi de 1838 » (1).

En effet les articles 503 et 504 du Code civil au lieu de déclarer nuls les actes dont il s'agit, se contentent de dire qu'ils pourront être annulés, ce qui suppose qu'ils sont simplement annulables et non inexistants. Quant à l'article 39 de la loi du 30 juin 1838, il fixe un point de départ spécial à la prescription de l'article 1304 du Code civil pour les actes des personnes placées dans un établissement.

Moins affirmatifs, certains auteurs font une distinction. Ils séparent, la nullité pour absence de consentement de celle pour défaut de capacité quand il est en état habituel de démence. Dans le premier cas ils admettent une nullité absolue, dans le second cas une nullité relative. C'est notamment la thèse de M. Saleilles et de M. Demolombe.

M. Saleilles dit : « Tout individu a le droit d'établir qu'il était en état de démence lorsqu'il a contracté, sans que l'action qu'il exerce à ce sujet soit une action fondée sur le défaut de consentement ». Et Saleilles ajoute qu'à côté de l'incapacité de droit il y a l'incapacité de fait. « L'incapacité n'est plus un état spécialisé propre à un acte particulier et visant le consentement donné à propos d'un acte individuel ; c'est un état général, dérivant de la condition psychologique de l'agent pendant une pé-

(1) AUBRY et RAU : T. IV, § 343, p. 478 et suiv.

riode donnée, condition psychologique qui rend tous ses actes suspects et qui, par elle-même, fait présumer l'absence de consentement, sans en fournir pour chaque acte la preuve individuelle, aussi ne donne-t-elle lieu qu'à une nullité relative (1).

A ces arguments, nous pouvons ajouter, en faveur de cette opinion, l'inadmissibilité des conséquences de la théorie opposée, surtout sur deux points : 1) il serait pour le moins choquant qu'une personne actionnée en exécution d'un contrat pût s'y soustraire en prouvant que l'autre était en état d'aliénation mentale au moment de l'acte. Ce serait véritablement une invitation à frustrer le malheureux fou des avantages qu'a pu lui procurer un contrat, avantages auxquels cependant avait consenti l'autre partie, sain d'esprit et dès lors parfaitement à même de sauvegarder ses intérêts, surtout vis-à-vis d'un malade. 2) L'aliéné non interdit aurait une situation bien plus avantageuse que celle de l'aliéné interdit qui, lui, n'a que dix ans après la main-levée de son interdiction pour arguer la nullité des actes par lui passés. Le premier au contraire, quoique pleinement et depuis longtemps revenu à la raison, pourrait, à n'importe quelle époque anéantir l'engagement par lui conclu. Cette situation serait injuste à l'égard des tiers aussi qui, quoiqu'ils aient dû connaître l'existence de l'interdiction, ne sont attaquables que pendant dix ans après la cessation de l'interdiction, tandis que les tiers, qui ont pu facilement ignorer l'état de folie de l'aliéné non interdit, seraient indéfiniment menacés de voir leurs contrats anéantis. Ne serait-ce pas sacrifier la sécurité des transactions à un principe de

(1) SALEILLES : *Rapport préliminaire sur les questions relatives à la gestion des biens et à la capacité civile des aliénés.* « Bulletin de la Société d'E. L. T., III, 1904, p. 277.

théorie abstrait ? Et même, en droit théorique pur, le système adverse est-il à l'abri de toute critique ? Evidemment non. En effet, dans beaucoup de cas, le consentement n'aura pas fait complètement défaut à l'aliéné au moment de l'acte. En vain objecterait-on que les articles 1109 et suivants de Code civil qui traitent des vices du consentement ne mentionnent pas l'aliénation mentale. Mais ces articles n'ont rien de limitatif.

Ces arguments en fait et en droit nous semblent trop puissants pour que nous ne nous rangions pas parmi les partisans de cette seconde opinion, qui non seulement est plus pratique, mais encore plus protectrice tout à la fois des droits des tiers, qu'elle ne tient pas continuellement en suspens, et des intérêts de l'aliéné, qu'elle met à l'abri de la mauvaise foi de ses co-contractants, qui, à l'aide du premier système, pourraient éviter les suites d'un contrat qu'ils ne jugeraient pas suffisamment lucratif pour eux.

Remarquons que le délai de l'article 1304 de Code civil est d'ailleurs bien suffisant pour l'aliéné, car il ne court qu'à partir du jour où il a recouvré sa raison (1) ; et s'il décède en état de démence, ce n'est qu'à partir de son décès que commence à courir la prescription pour ses héritiers.

(1) AUBRY et RAU : T. IV, § 339, p. 280 et 281.

CHAPITRE II

CAPACITE CIVILE DE L'ALIENE INTERNE NON INTERDIT

Au chapitre précédent nous avons vu combien il est difficile d'établir un système efficace à propos de la capacité des aliénés de droit commun. Car il importe non seulement de protéger l'aliéné contre lui-même et d'écarter de lui toutes les manœuvres dont il peut être la victime, mais encore de ne pas laisser les tiers trop longtemps incertains sur le sort des actes qu'ils ont passés. En définitive, il convient de ménager le crédit des uns et des autres.

Le Code civil, en cette matière a tranché la question d'une façon très simple. Il décide l'incapacité de l'aliéné par l'effet du jugement d'interdiction. En effet aux termes des articles 502 et 503 du Code civil « Tous actes passés postérieurement par l'interdit, ou sans l'assistance du conseil seront nuls de droit (art. 502) » et « Les actes antérieurs à l'interdiction pourront être annulés, si la cause de l'interdiction existait notoi-

rement à l'époque où ces actes ont été faits (art. 504) ». Ce système particulièrement absolu dans ses effets (bien qu'il s'agisse d'une nullité relative, invocable par l'aliéné ou par ses représentants), ne comportait aucune preuve contraire. Le juge saisi d'une demande en annulation d'un acte passé par un interdit, était tenu de la prononcer d'office sans jouir de la faculté d'apprécier les circonstances dans lesquelles le contrat avait conclu.

Cette solution précise avait l'avantage d'écarter toutes les discussions délicates posées pour la capacité des individus atteints d'affection mentale mais elle était rigoureuse dans ses effets, car elle compromettait la plupart du temps les intérêts des tiers de bonne foi. Au surplus, il en résultait les plus graves inconvénients pour un grand nombre d'aliénés eux-mêmes, dont les ressources minimales ne leur permettaient pas de supporter les frais de la procédure d'interdiction, soumis à l'empire du droit commun, ils étaient laissés fréquemment sans protection à raison de la difficulté de faire la preuve de la démente.

Malgré ces critiques, l'interdiction apparaît comme le meilleur moyen d'assurer la sauvegarde du patrimoine des personnes atteintes de maladies mentales périodiques, soit à raison de la nature même des actes qu'elles peuvent accomplir, soit à raison de la rapidité habituelle ou du moins très fréquente de succession des états par lesquels ils passent.

Telle est l'opinion de M. le Docteur Victor Parant (1) : « Durant leur période de mélancolie dit-il, ces malades ne sont pas enclins aux initiatives, ils n'entreprennent rien qui soit de na-

(1) *Nécessité et légalité de l'interdiction dans les maladies mentales périodiques*, par le Dr VICTOR PARANT, *Annales médico-psychologiques* (1914-1915), N° 2, p. 578 et suivantes.

ture à compromettre leur situation matérielle, mais cette passivité est un danger pour eux, car ils peuvent ainsi nuire à leurs intérêts et à leurs biens et laisser périliter leurs affaires ou se laisser circonvenir par des gens sans scrupules. Mais pendant leur excitation au contraire, leur superactivité et leur richesse d'idées les poussent aux pires entreprises ».

L'interdiction qui se justifie pour les personnes dont l'état mental est à peu près incurable ne saurait convenir, au contraire, à la majorité des personnes entrant dans les asiles, car elles ne sont souvent qu'atteintes de simples crises passagères. C'est spécialement pour cette catégorie que le législateur de 1838, en vue de combler une lacune du Code civil a imaginé un système dont nous allons nous efforcer maintenant de dégager les traits essentiels.

L'incapacité de l'aliéné interné en vertu de la loi du 30 juin 1838, n'est ni complète ni présumée, car le seul fait du placement ne peut constituer aux yeux des tiers, ni une preuve ni une présomption légale d'incapacité, celle-là ne découlant que de la démence elle-même corroborée par des faits précis (1). Tel est l'avis de tous les auteurs et de la Jurisprudence.

C'est dans cet esprit qu'à été rédigé l'article 39, siège de la matière, lorsqu'il décide : « Que les actes fait par une personne placée dans un établissement d'aliénés pendant le temps qu'elle y aura été retenue, sans que son interdiction ait été prononcée ou provoquée pourront être attaqués pour cause de démence conformément à l'article 1304 du Code civil ».

De la lecture de cet article, il résulte donc bien que cette annulation ne s'applique qu'aux actes passés au cours de l'in-

(1) DEMOLOMBE, T. VIII, N° 862. COLIN et CAPITANT, T. I, N° 587. JOSSE-RAND, T. I, N° 559. PLANIOL-RIPPERT : *Traité pratique*, T. I, N° 755.

ternement et non pas à ceux accomplis antérieurement à celui-ci, ou postérieurement à la sortie du dément ; ils restent en effet soumis au régime du droit commun (1). Mais l'article 39 dans son domaine propre, englobe aussi bien les actes à titre onéreux que ceux à titre gratuit (2). Et pour produire de tels effets sur la capacité de l'aliéné, l'internement doit avoir lieu dans une maison ayant une existence légale, tel qu'un établissement public ou un établissement privé autorisé par le Gouvernement. Aucun effet légal de ce genre ne serait donc attaché à une maison privée non autorisée, parce que l'internement non placé sous l'autorité ou la surveillance de l'Etat ne présenterait pas les mêmes garanties légales.

Le législateur a donc attaché des effets juridiques à une simple mesure administrative, l'internement, tandis que conformément aux principes juridiques les mieux établis, l'interdiction, qui modifie aussi le statut de l'individu aliéné, ne peut être prononcée qu'en vertu d'un jugement. Le législateur se rendit compte néanmoins de la gravité de son innovation, et se refusa à placer l'interné dans un état d'incapacité de droit analogue à celui qui résulte de l'interdiction. « L'état d'incapacité de l'individu enfermé dans une maison d'aliénés, déclare à la tribune de la Chambre des pairs M. de Barthélémy, rapporteur du projet de 1838, n'est pas suffisamment établi par le seul fait de son isolement. Il faut pour cela des règles et des formes, qui par leur publicité, mettent les tiers co-contractants sur leurs gardes... Qu'il me soit permis d'ajouter qu'il ne paraît pas qu'il y ait lieu de déclarer incapables tous les fous séquestrés. Il en est, à ce qu'il paraît, dont l'esprit n'est en aberra-

(1) Limoges, 22 mai, 1928, *Semaine juridique*, 9 août 1928, p. 97.

(2) DEMOLOMBE, T. VIII, N° 852 et 855.

tion que sur un point isolé, et qui ne sont pas hors d'état de gérer leurs affaires (1) ».

Si postérieurement à sa séquestration, l'aliéné a des périodes de lucidité, toujours possibles, les actes qu'il accomplira durant ces périodes seront pleinement valables. Rien ne s'oppose, en effet, à ce que ces actes soient assimilés à ceux qu'accomplit un homme sain, s'il est démontré que leur auteur jouissait, quand il les a fait, de l'intégrité de ses facultés.

Quel est alors le fondement de la faculté qu'accorde l'article 39 d'attaquer pour cause de démence les actes d'un aliéné interné ? Nous le trouvons dans l'existence d'une présomption de fait d'incapacité qui résulte du placement ou plus exactement parlant, de la présomption d'insanité d'esprit né de ce placement, de la preuve supposée faite de l'état de démence. Si le dément reste capable en droit, l'incapacité qui atteint ses actes ne peut être qu'une incapacité de fait, conséquence nécessaire de l'affection mentale dont il est atteint. « Le seul fait d'avoir été placé dans un établissement d'aliénés, dit M. Plantiol, élève contre la personne qui y est ou y a été retenue, une présomption très forte d'insanité d'esprit, qui milite contre la validité des actes faits par elle pendant la durée de son internement (2) » :

Et c'est là que réside la différence entre la situation de l'aliéné de droit commun et celle de l'aliéné interné. Si tous deux sont capables en droit, l'aliéné ni interdit ni interné a tout à prouver et ne dispose d'aucune présomption de fait. Cette présomption de fait n'a rien de commun avec la présomption légale irréfragable qui résulte de l'interdiction ; elle repose uniquement

(1) *Moniteur Universel*, N° du 14 février 1838.

(2) PLANTIOL, T. I, p. 844.

sur l'ensemble des précautions prises par la loi, pour empêcher qu'une personne ne puisse être placée dans un établissement d'aliénés, si elle n'est réellement en état de folie. La séquestration opérée dans de telles conditions de prudence fait évidemment présumer, dans une certaine mesure, la démente de l'interné et engendre la présomption de fait.

Quoiqu'il en soit, si l'internement n'entraîne pas comme l'interdiction, une incapacité de droit sanctionnée par une présomption irréfragable, il permet cependant à l'aliéné d'obtenir plus facilement que l'aliéné de fait, l'anéantissement de ses actes juridiques au moyen de cette présomption de fait, présomption corrélatrice à l'état d'incapacité de fait, dans lequel se trouve en principe l'interné. Car on ne peut, à notre avis, faire correspondre à une incapacité de cette nature, une présomption de droit sans ou même avec possibilité de preuve contraire, mais ayant comme aboutissement logique une nullité absolue.

L'opinion n'est cependant pas unanime à ce sujet. Lors de la discussion de la loi du 30 juin 1838, un membre de la Chambre des Pairs, M. Laplagne-Barris, (1) s'efforça de démontrer que le placement créait une véritable incapacité de droit, qui devait nécessairement entraîner la nullité absolue des actes accomplis pendant l'internement. Il admettait toutefois, pour la partie à qui la nullité était opposée, le droit de prouver que l'individu soi-disant aliéné était sain d'esprit au moment où l'acte avait été passé. La présomption engendrée par l'état d'incapacité de droit souffrait donc la preuve contraire. M. Laplagne-Barris se basait sur ce fait que l'aliéné sorti de l'établis-

(1) *Législation sur les aliénés*, T. III, p. 131 et suiv.

sement, ou bien ses héritiers, ont à prouver deux choses : la première qu'il était dans la maison d'aliénés lors de la passation de l'acte ; la seconde qu'il se trouvait dans un état d'aliénation complète, qui le privait de l'usage de sa volonté. L'orateur trouvait par trop rigoureux d'obliger le demandeur à faire l'aveu de son internement passé, et plus encore de le contraindre à prouver, qu'au moment où l'acte avait été fait, tel ou tel accès de folie pouvait lui être reproché.

Ce système ne devait pas triompher. L'intérêt des tiers, celui de l'aliéné lui-même auraient été compromis par l'adoption de l'amendement Laplagne-Barris. Ainsi que le fit remarquer le Garde des Sceaux, rien ne révèle aux tiers l'état d'aliénation de l'individu. « Qu'arrivera-t-il, objectait le Garde des Sceaux, si cet individu qui est dans une maison de santé, donne par exemple une procuration et qu'en vertu de cette procuration, une personne qu'il a connue quelques mois auparavant tout à fait saine d'esprit, qui ne sait même pas qu'il est dans une maison de santé, contracté de bonne foi avec le mandataire ? Est-ce que le tiers au cas de paiement pourra être exposé à payer deux fois ?... Rapportez-vous aux Tribunaux. Ils sauront bien s'élever de toute la force de la présomption de fait, contre l'acte entouré de telles circonstances, mais ne créez pas de nullité de plein droit et M. de Barthélémy avait ajouté : « Croyez que ces tribunaux ne se montreront pas très difficiles sur les preuves à faire, pour justifier que l'acte a été souscrit, l'individu étant en état de démence. Ce sera le cas de dire qu'il faudra que l'acte se défende lui-même (1) ». L'amendement fut rejeté et l'article 39 adopté avec sa rédaction actuelle.

(1) *Moniteur Universel*, N° du 14 février 1838.

Certains auteurs sans réclamer, comme M. Laplagne-Barris, la nullité absolue des actes accomplis pendant l'internement, partagent son opinion quant à l'existence d'une incapacité de droit et veulent étendre l'annulabilité « de droit » qui résulte de l'interdiction, aux actes de l'aliéné interné, sauf au défendeur à prouver que ces derniers ont été faits pendant un intervalle lucide, preuve qui ne pourrait pas être faite s'il y avait interdiction (1).

Mais cette interprétation a le désavantage d'être en contradiction à la fois avec les travaux préparatoires et le texte lui-même. Une présomption d'incapacité de droit ne peut résulter que de la loi ou d'un jugement et non pas d'un seul fait de placement. Et la constatation et l'appréciation de ces intervalles devra, s'il y a lieu, être confiés à une autorité qui ne peut être que l'autorité judiciaire, qu'en un mot, c'est seulement dans l'établissement d'une nullité relative proprement dite, qu'il est possible de trouver le correctif nécessaire de l'incertitude qui subsiste malgré la présomption de fait.

L'appréciation des circonstances dans lesquelles a été accompli l'acte quel qu'il soit, est donc abandonnée aux lumières et à la prudence des magistrats ; ceux-ci décident souverainement du maintien ou de l'annulation de l'acte incriminé, et la faculté qui leur est laissée de se prononcer dans un sens ou dans l'autre apparaît comme fondamentale du système de protection tout entier. Force est donc en effet de reconnaître avec Demolombe que la loi du 30 juin 1838 autorise plus tôt les magistrats à déclarer en fait et suivant les cas, l'incapacité des internés qu'elle ne frappe elle-même d'avance ces derniers

(1) HUC : *Les aliénés et leur capacité civile*, p. 22 et suiv.

d'incapacité, « situation équivoque et quelque peu indécise et qu'on pourrait presque appeler mitoyenne entre la capacité et l'incapacité (1) ».

Le fait du placement dans un asile n'a pas pour seule conséquence d'engendrer une présomption de fait d'incapacité laquelle fonde à son tour la nullité relative des actes accomplis pendant l'internement conformément à l'article 39.

Le législateur lui a fait produire d'autres effets juridiques, dont les moindres ne sont pas les modifications apportées au droit commun par la loi de 1838 qui a dérogé, dans un but d'utilité pratique, aux dispositions de l'article 503 et 504 du Code civil ?

D'après l'article 503 du Code civil, les actes antérieurs à l'interdiction, peuvent être annulés, si la cause en existait notoirement à l'époque où ses actes ont été faits. Or, l'article 39 n'exige pour le succès de l'action en nullité qu'il institue, ni l'existence antérieure de l'interdiction, ni la notoriété de la démence. Le législateur a estimé, avec raison, que l'existence de la présomption de fait née de l'internement et la matérialité de cet internement, qui ne peut entraîner des conséquences juridiques que grâce à la présomption qu'il engendre, étaient suffisants pour établir la notoriété de la démence.

La possibilité qui, pour les héritiers, résulte de l'article 39, d'échapper aux règles de l'article 504 du Code civil et d'attaquer les actes de leur auteur après sa mort, constitue une seconde dérogation au droit commun, intentionnellement établi par le législateur de la loi du 30 juin de 1838.

La prohibition de l'article 504 du Code civil repose notam-

(1) DEMOLOMBE : *De la minorité, de la tutelle et de l'émancipation*. T. VIII, p. 563 et suiv.

ment sur la difficulté qui existe pour l'héritier de prouver après la mort, la démence dont il prétend que son auteur était affligé de son vivant.

Cette difficulté n'existant plus du jour où un fait matériel notoire comme l'internement, atteste le dérangement des facultés intellectuelles, il n'y avait aucune raison de maintenir à l'égard des héritiers de l'interné les rigueurs de l'article 504 du Code civil.

Présomption de fait d'incapacité née du placement, qui engendre à son tour une nullité relative, tel est le système de 1838, en ce qui concerne les actes accomplis par le dément durant son internement. L'existence de l'action en nullité implique pour le demandeur de faire la preuve de la démence. L'aliéné étant, malgré l'internement considéré capable en droit il n'y avait aucune raison de déroger à la règle : *Actori incumbit probatio*.

Dans cet exposé, il faut remarquer que les dispositions légales qui réglementent la capacité de l'aliéné interné ne le mettent pas à l'abri de tous les dangers auxquels il est susceptible d'être exposé. D'après le droit commun la démence nettement démontrée a pour effet d'entraîner la nullité de l'acte accompli sous son influence. L'interdiction une fois prononcée au contraire, entache l'acte de nullité. Or, l'article 39, adoptant un moyen terme déclare simplement l'annulabilité des actes accomplis au cours de l'internement. Ce système offre de multiples dangers à la fois pour le dément lui-même et les tiers. Il sera souvent impossible d'apporter la preuve de l'insanité d'esprit, surtout lorsqu'elle ne sortira pas de l'acte lui-même. Sans être partisans du système de l'incapacité abolue, il est certain que ce régime en vigueur plein d'insécurité doit être amendé. Suivant

MM. Raynier et Baudoin « Le système de l'annulabilité ne pourrait subsister dans sa forme, que sous la réserve expresse, qu'il y aurait lieu de préciser et d'organiser judiciairement et médicalement la nature et les effets de la présomption de la démence ». Aussi la plupart des projets de loi, ne sont-ils dans une autre voie pour adopter des systèmes plus radicaux ou plus nuancés dans leurs effets que celui de la loi de 1838.

Le projet de 1882 accepté par la Commission du Sénat en 1884 avait posé le principe que le seul fait du placement sans que l'on ait à prouver l'état de démence, fonde une présomption d'incapacité.

Ainsi le placement a par lui-même pour effet de constituer une preuve suffisante de l'appauvrissement des facultés intellectuelles de l'individu, de telle sorte que sa protection sera efficacement assurée, car sans être obligé de fournir une preuve quelconque, l'acte accompli par lui sera présumé entaché de nullité. Mais ce système comporte un tempérament ; il réserve aux tiers le droit de faire la preuve d'un intervalle lucide au moment de sa conclusion. On sauvegarde donc le crédit de l'aliéné et des tiers. Le projet de 1887, au contraire, va beaucoup plus loin dans cette voie. Il subordonne le régime de la nullité à la nature de l'acte accompli.

Pour les actes touchant à l'exercice des droits attachés à la personne et dans lesquels le tuteur est sans qualité pour représenter l'aliéné, le projet a prévu une exception. Il autorise les tribunaux à apprécier, s'ils ont été conclus durant un moment de lucidité.

Avec ce système on arrive à maintenir certains actes, comme la reconnaissance d'un enfant naturel, qui déplaisent aux héritiers ou les menaçaient dans leur droits, et pour lesquels le véri-

table motif du placement sera de mettre la main sur la fortune ou empêcher la conclusion de cet acte qu'ils jugent nuisible. Les derniers projets de loi adoptent encore une solution plus radicale. Ils prononcent une déchéance totale de la capacité du dément par le seul fait de son placement. Tel entre autre l'article 62 de la proposition Dubief : « Tous les actes faits par l'aliéné, même interdit, sont nuls de droit, conformément aux articles 502 et 125 du Code civil ».

Ainsi, l'aliéné se trouve assimilé à un interdit. On voit les dangers qui en résultent pour les tiers intéressés ; leur crédit va être sacrifié au bénéfice exclusif du dément. Ces derniers, à raison du défaut de publicité pourront être trompés.

Mais pourquoi établir une nullité de droit qui s'impose aux juges, sans lui laisser la moindre initiative pour apprécier la valeur d'un intervalle lucide ? Les héritiers de l'aliéné n'en auraient pas été compromis, car les tribunaux n'auraient pas admis cette preuve à la légère, mais auraient été soucieux de considérer sur le même pied la situation de ce dernier et des tiers.

Contraire à l'équité, ce système est également en opposition formelle avec la médecine légale moderne qui enseigne toutes les diversités et la complexité des maladies mentales. Et la réalité nous empêche d'adopter une solution aussi radicale, conséquence d'une simple mesure administrative, vu qu'à ce moment l'on ne connaît pas encore la nature exacte de la maladie de la personne internée.

DEUXIEME PARTIE

La protection des biens de l'aliéné

CHAPITRE I

DE L'ADMINISTRATEUR PROVISOIRE

Aussi loin que l'on remonte dans l'histoire des peuples civilisés, on est frappé par le fait que la plupart d'entre eux édifièrent des mesures concernant les insensés.

Ils ne se bornaient pas seulement à protéger la société contre les dangers dont elle pouvait être l'objet de leur part, mais ils s'efforçaient d'établir des systèmes destinés à assurer la conservation de leur patrimoine.

Cependant, durant cette longue période, le but que l'on s'était

proposé ne fut pas toujours le même. Tant que l'on avait considéré, et ce presque jusqu'en 1838, les aliénés comme des êtres dangereux, pervers, qu'il fallait mettre hors d'état de nuire, leur patrimoine ne fut plus efficacement protégé que leur personne. Mais plus tard, lorsque les préjugés défavorables aux aliénés avaient disparu grâce aux efforts de Pinel, et que l'on se rendit compte que les individus atteints d'aliénation étaient des malades beaucoup plus que des êtres dangereux, alors la conception du législateur en cette matière varia également.

L'on s'attacha surtout à protéger les biens des malades pour eux-mêmes contre les manœuvres frauduleuses pouvant à la fois émaner des étrangers et des membres de leur propre famille. Voilà la conception du Code civil qui par l'organisation de l'interdiction et du conseil judiciaire, avait établi un système de protection un peu compliqué.

Malheureusement pour obtenir l'interdiction, il fallait poursuivre une procédure longue et fort coûteuse, que ne pouvait guère supporter que les aliénés possédant une certaine fortune. En plus, il fallait que l'appauvrissement des facultés intellectuelles de l'individu soit assez grave pour qu'il entraîne à son égard l'interdiction.

Pour ces personnes pour lesquelles l'interdiction n'est pas prononcée, la loi de 1838 ne voulant pas laisser aux mains débiles de l'aliéné l'administration de ses biens, organise elle-même cette administration. Mais pour bien marquer le caractère temporaire de cette institution, qui n'est pas destinée à durer, elle la nomme « Administration provisoire ». A la tête de cette administration elle a placé un personnage qui, selon son origine, qu'il importe de bien distinguer, prend le nom d'administrateur provisoire, légal ou judiciaire.

L'administrateur légal est celui qu'a l'aliéné par le seul fait de son entrée dans l'asile. C'est ordinairement un membre de la commission administrative des hospices. Mais cet administrateur n'est imposé à personne, pas plus à l'aliéné qu'à la famille. Si les intéressés préfèrent qu'un tiers soit nommé, ils n'auront qu'à s'adresser au tribunal. Celui-ci nommera alors un administrateur judiciaire. L'aliéné interné dans un établissement privé ne pourra même pas en avoir d'autres (art. 32) puisque dans ces établissements, il n'existe pas d'administrateur légal. Ce sera dans cette hypothèse qu'on en constatera le plus fréquemment l'existence. Dans tous les cas, l'aliéné placé dans un asile ne pourra jamais en avoir qu'un à la fois.

Quant aux aliénés soignés à domicile ou dans un établissement privé non soumis au contrôle de l'autorité administrative, ils ne peuvent bénéficier du système de l'administration légale et ils conservent la libre administration de leur bien, conformément au droit commun, à moins que le tribunal ne soit amené à leur donner un administrateur provisoire. La loi de 1838 ne s'applique en effet qu'aux aliénés placés dans un asile soumis au contrôle de l'administration. Il y a là une lacune grave, appelée à avoir de sérieuses répercussions sur l'intérêt des malades soignés dans leur famille ou dans les asiles privés, mais il était bien difficile de donner d'office un administrateur qui n'était réclamé par personne.

On s'accorde à admettre que les pouvoirs dont l'administrateur est investi sont les mêmes, qu'il soit judiciaire ou légal. Le but qu'on a poursuivi en les instituant est identique. Pourquoi aurait-on différencié leurs attributions ? Seul leur mode de gestion offre quelques particularités lorsqu'il s'agit du maniement des deniers de l'interné. L'administrateur judiciaire

en à lui-même la disposition, tandis que l'administrateur légal n'étant qu'un rouage d'une machine compliquée, soumis au contrôle de l'administration, n'est pas comptable, mais simplement ordonnateur de ces deniers. Ainsi les fonds revenant à l'aliéné doivent être versés directement dans les caisses de l'établissement d'où ils ne sortiront que sur mandat de l'administrateur, qui, lui, à aucun moment, ne les aura en sa possession.

La plupart des questions que nous étudierons seront donc communes aux deux administrateurs.

Section I. — Administrateur légal

L'article 31 de la loi de 1838 dit « que les commissions administratives ou de surveillance des hospices ou établissements publics exerceront à l'égard des personnes qui y seront placées les fonctions d'administrateur provisoire ». Ainsi l'individu privé de la raison dès son internement et par le seul fait de celui-ci, est pourvu d'un administrateur chargé de veiller sur son patrimoine. Il ne faut pas méconnaître la portée de cette sage mesure, dont l'influence est décisive sur l'évolution de la maladie, car l'insensé, dégagé de tout souci relativement à ses affaires et assuré que sa fortune se trouve entre bonnes mains, pourra peut-être accéder plus vite à la guérison.

Cet administrateur légal, en principe toujours le même est désigné pour une année seulement, par les membres de la commission de surveillance. Sa mission, bien que de courte durée, n'est pas moins générale et collective en ce sens qu'elle s'étend de plein droit à chaque individu interné à l'asile durant ce même temps.

L'administrateur représente et l'intéressé, dans tous les actes

dont l'article 31 contient l'énumération, et la commission administrative dont il est le délégué. S'il meurt, l'administration provisoire ne prend pas fin comme cessent, à sa mort, les fonctions d'un mandataire. C'est donc dans la commission seule que réside le pouvoir d'administrer les biens de tous les internés et cette commission formant un groupe dont l'existence est liée à celle de l'établissement lui-même.

Cette institution très protectrice, a entre autres, pour avantage d'assurer la remise immédiate de leurs biens entre les mains désintéressées et de mettre un terme à toutes les contestations d'un caractère purement pécuniaire susceptible de s'élever entre les membres d'une même famille.

Section II. — **L'Administrateur provisoire judiciaire**

La loi de 1838 n'impose l'administration provisoire qu'aux personnes séquestrées dans les établissements publics et n'étend sa protection d'une façon aussi complète à celles internées dans une maison de santé particulière.

L'initiative en est laissée à certaines personnes énumérées dans l'article 32. « Sur la demande des parents, de l'époux ou de l'épouse, sur celle de la commission de surveillance, sur la provocation d'office du Procureur de la République, le tribunal civil du domicile pourra, conformément à l'article 497 du Code nommer en Chambre du Conseil un administrateur provisoire aux biens ».

L'article 32 révèle comme doublement facultative l'administration judiciaire, puisque dans tous les cas, elle exige une demande, et, de plus, reste soumise au pouvoir d'appréciation du tribunal.

Pour procéder à l'étude de l'administration judiciaire, nous

diviserons notre section en trois paragraphes. Dans le premier paragraphe, nous étudierons la nomination de l'administrateur judiciaire, dans le second, par qui il peut être nommé, et dans le dernier le caractère, la durée de la mission et son renouvellement.

§ 1. — NOMINATION

Le placement d'un aliéné dans un asile privé n'engendre à son égard aucune présomption d'incapacité, par conséquent, si, sur l'initiative des personnes énumérées dans l'article 32, le tribunal n'a pas été amené à le doter d'un administrateur, il bénéficiera d'une entière liberté au domaine de l'administration de ses biens.

Cette situation n'entraînera pour le moment aucun danger sérieux, mais, si, au cours de sa séquestration, le dément est en mesure d'acquérir des droits ou des avantages par succession ou donation, ce manque de protection facilitera toutes les convoitises.

Or, la loi n'a pas envisagé cette question. C'est regrettable, d'autant plus qu'il y a une manœuvre fréquente à laquelle il faudrait couper court, à savoir que les translations des malades d'un asile public dans un asile privé sont la plupart motivées par des considérations de cette nature.

La nomination d'un administrateur est donc subordonnée, en premier lieu, à la condition expresse que le dément possède des biens. Mais ce n'est pas toujours exact, car il peut arriver que cette nomination ne soit pas toujours nécessaire. C'est le cas, pour le mineur non émancipé ou l'interdit, incapables, l'un à cause de son âge, l'autre à la suite du jugement d'inter-

diction, et dont les biens continuent à être administrés par leur tuteur.

Quant à la femme internée, le législateur n'a pas tranché résolument la question. Toutefois, il est admis par la Jurisprudence, en raison des intérêts en présence et de la subordination de l'épouse à son mari, qu'un administrateur provisoire peut lui être adjoint, quel que soit le régime matrimonial (1).

Supposons le cas où une personne privée par intermittences de ses facultés et ayant chargé, en vertu d'un mandat régulier, un parent ou un ami qui lui inspirait confiance, de s'occuper de ses affaires, vienne à être internée en raison de l'aggravation de son état : l'existence de ce mandataire régulièrement autorisé est-elle un obstacle à la désignation de l'administrateur ?

M. Chardon (2) se basant sur le rapport préparatoire de M. Vivien sur la loi de 1838, où il compare la situation de l'aliéné à celle d'un absent, admet que le tribunal est lié par cette désignation préalable. De même que l'on ignore si un absent l'est réellement, de même le retour à la santé du malade est incertain, de telle sorte qu'on ne peut dire qu'il est fou. Aussi le législateur ne devrait établir, comme au cas d'absence, que des mesures de protection provisoires, et même aucune si l'aliéné, comme l'absent, avait fait choix « d'un procureur fondé ».

Cette thèse, outre l'inexactitude de l'analogie entre l'aliéné et l'absent, aurait pour conséquence d'entraîner l'irrevocabilité du mandataire, tant que ce dernier ne se serait pas démis, ou que le mandant, en raison de l'obligation de ses facultés, ne pourrait le révoquer.

(1) Cour d'Appel de Rouen, 25/2/1880, D. 1881, 2,76, confirmé par la Cour de Cassation. Req. 14/2/1881, D. 1881, 1,375.

(2) *Puissance tutélaire*, N° 189.

Suivant MM. Aubry, Rau et Demolombe (1), la question doit être à l'appréciation souveraine du tribunal dont la décision doit être subordonnée à la bonne ou mauvaise gestion du mandataire désigné.

C'est d'ailleurs dans ce sens que la Jurisprudence s'est prononcée, puisqu'elle a reconnu aux juges le droit de vérifier si le mandataire administre et gère d'une façon satisfaisante le patrimoine de l'incapable (2).

Enfin, il faut remarquer que, si la procuration était nulle, comme ayant été fournie sous l'empire de démence, il appartiendrait au tribunal de statuer sur la validité, conformément à l'article 39.

§ II. — PAR QUI PEUT ÊTRE PROVOQUÉE LA NOMINATION D'UN ADMINISTRATEUR PROVISOIRE ?

La faculté de provoquer la nomination de l'administrateur appartient aux personnes énumérées dans l'article 32 de la loi du 30 juin 1838, qui sont : les parents, l'époux, l'épouse, ainsi que le Procureur de la République, en cas d'abstention des autres, ou même d'office.

La loi réserve donc aux parents seuls le droit d'introduire une semblable demande. Aussi les tribunaux ont-ils entendu ce terme dans un sens très restrictif et ont exclu de l'exercice de ce droit certaines personnes intéressées, comme les alliés ou les créanciers.

Quant aux tiers proprement dits, la loi ne leur a imposé aucune obligation à cet égard, vu qu'ils ne sont fondés à se pré-

(1) AUBRY et RAU, T. I, § 127 bis, p. 874. — DEMOLOMBE, t. VIII, N° 815.

(2) Aix, 19 novembre, D P 90,2 ; 156.

valoir d'aucun intérêt né et actuel pour agir. D'ailleurs, en ce cas, ils auront un moyen détourné pour intervenir, c'est de signaler la situation au Procureur de la République qui ne manquera, s'il l'estime utile, de provoquer cette nomination.

Enfin, il faut signaler que la Commission administrative d'un établissement public est autorisée à faire nommer un administrateur datif à un interné particulièrement fortuné.

Il est surprenant que la loi ne mentionne pas l'aliéné parmi les personnes autorisées à faire nommer un administrateur. Et pourtant, s'il y a quelqu'un qui a un intérêt à faire procéder à la désignation d'un administrateur, n'est-ce pas lui, qui doit retrouver son patrimoine intact lors de sa guérison ? Et ne serait-ce pas souvent un moyen facile de lui permettre de vaincre l'inertie et la négligence de ses héritiers ?

M. Demolombe (1) soutient que l'aliéné aurait tout avantage à provoquer cette nomination, surtout s'il est placé dans une maison particulière. Et il trouve comme appui de son point de vue, l'article 38 de la loi de 1838 qui permet à l'aliéné de se faire donner un curateur chargé de veiller à la protection de sa personne.

Malgré cet argument décisif, MM. Aubry et Rau (2) et Planiol (3), sont d'avis contraire. Ils font remarquer que la liberté individuelle et le bien-être de l'aliéné courent de plus grands dangers, que sa fortune, à la gestion de laquelle ses parents sont eux-mêmes intéressés. Il serait donc normal et plus logique que le législateur lui ait accordé plus facilement le droit

(1) DEMOLOMBE, T. VII, N° 816.

(2) AUBRY et RAU, T. I, § 127 bis, note 5, p. 527.

(3) PLANIOL : *Traité pratique*, T. I, N° 718.

de demander la nomination d'un curateur, et non celui d'obtenir la nomination d'un administrateur provisoire.

La Cour de Paris a sanctionné récemment cette doctrine, en décidant que l'article 32 étant formel, le dément était irrecevable à formuler une pareille demande (1).

L'autorité compétente est le tribunal civil du domicile de l'incapable, réuni en Chambre de Conseil. Si ce domicile est inconnu, notamment en cas de placement d'office, le droit commun doit recevoir son application et la compétence sera attribuée à celui de la résidence.

Le tribunal ne peut statuer qu'après délibération du Conseil de famille, mais son avis ne lie pas les juges. La décision une fois rendue n'est pas sujette à appel. Cette défense d'intenter une voie de recours repose non sur un but économique, mais sur le caractère gracieux de celle-ci.

§ III. — CARACTÈRE, DURÉE, RENOUVELLEMENT

Le choix du tribunal, comme en matière de la tutelle, sera obligatoire pour la personne qui en aura été l'objet. Cette charge constitue, en effet, un devoir auquel on ne saurait valablement se dérober sans manquer aux obligations élémentaires issues du renforcement de la solidarité sociale. C'est bien ce caractère que la loi a attaché à cette institution, puisque l'article 34 de celle-ci renvoie aux dispositions du Code civil sur les causes qui dispenseront de la tutelle les incapacités, les exclusions ou destitutions des tuteurs.

Cette administration est au surplus une fonction gratuite (2).

(1) Cour d'Appel de Paris, 3 février 1933. S. 1933, 2, 138.

(2) PLANIOL, T. I, N° 718.

Ceci se conçoit à la rigueur pour l'administrateur judiciaire dont l'activité s'étendra le plus souvent à la gestion d'un patrimoine unique. Le même régime ne saurait s'appliquer aux administrateurs légaux qui ont une tâche délicate et difficile à remplir. Leur responsabilité est d'autant plus lourde qu'ils exercent eux-mêmes une autre profession. Une réforme serait sur ce point désirable en raison du développement de la richesse et de l'augmentation du nombre des malades hospitalisés, leur charge étant en fait devenue très lourde.

L'administrateur datif n'entre en fonction que pour une durée de trois ans. Cela tient à ce que, à la différence de l'administrateur légal contrôlé et aidé par la Commission de surveillance, on ne pouvait le laisser gérer sans mandat les biens de l'aliéné. A l'expiration de ce délai, le tribunal a la faculté de renouveler ses pouvoirs, ou de substituer à sa place un autre administrateur.

§ IV. — CRITIQUES ET RÉFORMES PROPOSÉES

Nul n'ignore que la législation sur les aliénés a donné lieu aux plus vives critiques. Comment se fait-il qu'accueillie avec un si grand enthousiasme par l'opinion et les psychiatres, cette loi, dont le renom fut considérable à l'étranger, soulève aujourd'hui des critiques si passionnées ? Son principal défaut est d'être plus que centenaire, de telle sorte qu'ayant vieilli, elle ne correspond peut-être plus tout à fait à l'heure actuelle à l'état de l'opinion publique, et aux données de la médecine mentale contemporaine. Les objections qu'elle souleva d'abord, portèrent sur les garanties de la liberté individuelle, que l'on jugea, à tort ou à raison, comme insuffisantes, mais elles ne

tardèrent pas à s'étendre également au mode de l'administration des biens. Et à ce point de vue, nous faisons volontiers nôtre l'avis de M. Saleilles : « Si tout dans l'administration, n'est pas à refaire, dit-il, tout est à compléter. L'édifice de la loi à des soubassements solides, bien loin de la renverser de fond en comble, il suffit de lui donner le couronnement nécessaire ».

Le reproche le plus sérieux que l'on puisse adresser à la loi de 1838 relativement à la gestion des biens est la protection insuffisante accordée à l'aliéné.

Il est incompréhensible que l'administration légale soit obligatoire et l'administration judiciaire facultative.

Cette lacune est d'autant plus paradoxale que la plupart des aliénés des asiles publics, en général des indigents, sont pourvus malgré tout d'une protection dont ils pourraient, à la rigueur, se passer. A l'inverse, la population des asiles privés est composée de préférence d'individus disposant d'une certaine fortune, qui, dans des cas fréquents, requiert des mesures de sauvegarde immédiate.

Or, même si la famille a eu soin de faire nommer un administrateur, les intérêts de ces malades pourraient être compromis, car n'étant désigné qu'après-coup, il n'entrera en fonctions qu'au bout d'un temps plus ou moins long.

Ces imperfections que nous venons de signaler ne seraient pas, à la rigueur, trop nuisibles, si la loi n'avait accordé des pouvoirs insuffisants à l'administrateur. Or, c'est précisément un des points défectueux de cette législation. Les travaux préparatoires nous montrent amplement que le législateur, préoccupé d'éviter l'interdiction dès le placement a pris la peine de voter une loi spéciale. Le rapport de M. Barthélemy à la Cham-

bre ne laisse aucun doute à cet égard. « Le projet, écrit-il, a essentiellement pour objet de prévenir les demandes en interdiction. Si dans cette intention la loi n'a pas exigé que l'interdiction fût provoquée ou prononcée avant de soumettre l'aliéné à l'état d'isolement, il ne faut pas que la nécessité de pourvoir à l'administration de ses biens vienne en imposer l'obligation à la famille ».

Aujourd'hui, l'interdiction ne constitue plus qu'une mesure périmée et désuète dont, à tort ou à raison, les familles ne veulent plus. Il faut donc en prendre son parti, et chercher, pour son remplacement, une institution à la fois plus souple et plus simple et tenir compte, si l'on veut accomplir une réforme durable, de l'état de l'opinion et des mœurs.

Le projet de 1882 (articles 45 et 46) distingue suivant qu'il s'agit des établissements publics ou privés. Pour les premiers il se borne à reproduire le système de la loi de 1838. Quant à l'aliéné interné dans une maison de santé privée, la gestion de son patrimoine est placée sous le contrôle d'une ou plusieurs personnes désignées chaque année par le tribunal civil du lieu où se trouve situé l'établissement. Dans l'esprit de ses auteurs, cette gestion devait être confiée à des hommes de métier, desquels on pourrait attendre une gestion d'autant plus rigoureuse qu'ils seraient rémunérés.

Dans les deux cas, étant désignés par avance, ces représentants auraient leur compétence étendue ipso facto, sans délai, par le seul fait du placement.

Le système du projet de 1884 avait proposé la création d'une commission départementale permanente des aliénés, qui centraliserait le contrôle et la surveillance de l'administration

des biens de tous les aliénés. Ainsi, une administration légale et uniforme s'imposerait à tous les établissements.

Le projet de 1887 (projet Dubief) ouvre une phase nouvelle. Il écarte le système dualiste de 1882 et celui de la commission permanente pour consacrer le système de la liste judiciaire. L'administrateur légal sera désigné soit par la commission de surveillance, et dans ce cas ses fonctions seront gratuites, soit par le Ministre de l'Intérieur, sur une liste dressée dans chaque département par le président du tribunal civil. A la différence de tous ces projets qui tendaient à une réforme totale de la loi de 1838, la proposition de M. Leculier, lui donne un but beaucoup plus modeste et plus restreint. Ce dernier, fervent admirateur de cette loi, « qui, dit-il, a pu suffire pendant cent ans à régler un service public des plus délicats », reconnaît néanmoins la nécessité de la modifier, en raison de son âge, et de la moderniser. Comme il le laisse entendre lui-même, il ne vise qu'à « rajeunir la loi existante par de simples adjonctions nécessaires, sans aucune hardiesse et sans dépenses nouvelles ».

Relativement à l'administration des biens, les modifications qu'il envisage d'y apporter sont très générales et étaient unanimement réclamées. D'abord la commission de surveillance des asiles privés, faisant fonction de l'asile public est dotée des pouvoirs d'administration provisoire qui n'étaient jadis confiés qu'aux commissions de surveillance des établissements publics. C'était une réforme capitale et urgente.

Section III. — **Pouvoirs de l'Administrateur**

Tandis que le système du Code, concernant l'administration des biens de l'aliéné interdit, forme un ensemble complet et lo-

gique, celui de la loi de 1838 au contraire, qui s'occupe de l'aliéné interné, est caractérisé par des lacunes nombreuses, qui n'ont point échappé au législateur, mais qui ont été, pour ainsi dire organisées par lui. C'est de propos délibéré qu'il n'a pas réglé tous les cas. Le titre même d'administrateur provisoire indique suffisamment qu'il a entendu restreindre le rôle de cet administrateur en attendant toujours une guérison possible du malade, aux seuls actes indispensables (1). Ce qu'il a voulu seulement, c'est que la famille ne soit pas dans la nécessité de provoquer l'interdiction pour les simples actes d'administration. Quant aux actes plus graves, comme l'aliénation d'un immeuble ou l'acceptation d'une succession on devait recourir à l'interdiction. C'est ce qui explique en même temps que la loi de 1838 envisageait la nécessité, désormais impérieuse, d'organiser une administration provisoire, la façon insuffisante et limitée dont elle fut organisée.

C'était du moins son caractère primitif. Car peu à peu un travail nouveau s'est fait dans les esprits, que s'est empressé de suivre la jurisprudence. On s'est peu à peu accoutumé, en présence du petit nombre de cas où l'interdiction était poursuivie, à regarder comme définitif ce qui, par définition, n'était que provisoire. On a constaté aussi que l'administration provisoire présentait de grands avantages sur la tutelle. Alors on a pensé que le meilleur moyen d'éviter l'interdiction était d'élargir graduellement les limites de l'administration provisoire. C'est ainsi que la jurisprudence a étendu la portée de l'article 31, qui autorise l'aliénation du mobilier en y englobant d'autres mesures que la loi de 1838 n'avait certainement pas visées.

(1) COLIN et CAPITANT, T. I, N° 586. — JOSSERAND, T. 1, N° 562.

La loi de 1838 n'a pas précisé les pouvoirs de l'administrateur judiciaire. Elle s'est contentée de déterminer dans l'article 31 ceux que pourrait avoir l'administrateur légal. Mais on a toujours admis que ces deux administrateurs avaient les mêmes pouvoirs, puisque rien ne permet de les différencier au point de vue de leurs attributions. Il y a cependant dans leur mode de gestion des différences certaines et leur responsabilité n'est pas du tout la même. Malgré cela la liste donnée à propos de l'un, a été étendue à l'autre par presque tous les auteurs et toutes les décisions de la jurisprudence.

Nous allons examiner successivement, dans un premier paragraphe, l'étendue des fonctions de l'administrateur et le rôle qui lui est dévolu comme représentant de l'incapable lors de la signification des actes de procédure qui peuvent le concerner. Et nous finissons par certaines critiques et réformes proposées, qui sera le second paragraphe :

§ 1. — ETENDUE DES POUVOIRS DE L'ADMINISTRATION PROVISOIRE

1°) *Recouvrement des créances et paiement des dettes.*

L'article 31 : « L'administrateur procédera au recouvrement des sommes dues à la personne placée dans l'établissement et à l'acquittement des dettes... ».

Ce recouvrement comprend : *a*) La réception des capitaux et des intérêts ; *b*) L'exercice des poursuites contre les débiteurs. Sans doute l'administrateur provisoire est qualifié pour la première opération mais les sommes recouvrées sont immédiatement remises au receveur qui en donne quittance, car les mou-

vements des fonds sont interdits aux membres du Conseil de surveillance.

L'exercice des poursuites paraît interdit à l'administrateur, car il ne peut agir en justice qu'après une désignation du Tribunal qui l'habilite comme mandataire ad litem. Toutefois l'action sera permise, s'il existe un titre exécutoire qui dispense d'obtenir jugement (1).

Autant l'administrateur doit faire preuve de diligence lorsqu'il opère le recouvrement des créances, autant il doit se montrer prudent dans le paiement des dettes.

Ces sommes recouvrées sont portées au compte du patrimoine de l'aliéné ; elles sont employées au paiement de ses dettes ; acquittement des contributions, intérêts des sommes empruntées, aliments dus en vertu des articles 203, 205 et 201 du Code Civil. Ces dettes sont acquittées par le receveur sur un mandat du directeur signé par la partie prenante. L'administrateur veillera à ce que les paiements soient effectués régulièrement.

2°) *Les baux.*

L'article 31 accorde également à l'administrateur le pouvoir de passer des baux qui n'excéderont pas les trois ans. L'administration provisoire est donc plus limitée que la « pure administration » du Code Civil qui permet des baux de 9 ans. En fixant les limites aussi restreintes le législateur a toujours voulu remplir le même but que nous nous sommes efforcés de dégager plus haut à savoir éviter de lier le malade par des baux de trop longue durée. On ne peut que regretter cette res-

(1) AUBRY et RAU, T. I, § 127 bis, note 12, p.

triction, parce qu'elle entraîne des conséquences préjudiciables à l'intérêt bien compris de l'aliéné. Car, l'administrateur trouvera difficilement un preneur pour un temps aussi bref et surtout lorsqu'il s'agit d'un commerce ou d'une industrie dont l'exploitation n'est fructueuse que sur une longue période.

Le vote de la loi du 30 juin 1926 sur la propriété commerciale modifiée par celles du 22 avril 1927 et 13 juillet 1933 a eu pour conséquence de poser un problème nouveau relatif au renouvellement des baux commerciaux. L'art. 3, alinéa 9, de cette loi, dispose que le locataire commerçant ou industriel a droit au renouvellement de son bail pour une durée égale à celle du bail précédent, sans pouvoir excéder 9 ans. M. Julliot (1) a appliqué cet article à l'aliéné. « L'incompatibilité, dit-il, qui paraît entre une nouvelle loi et une ancienne, a pour effet l'abrogation tacite de cette dernière, mais juste dans la mesure d'incompatibilité de ses dispositions ». De ce raisonnement, le même auteur déduit, qu'en matière commerciale il serait conforme et normal que l'administrateur puisse, malgré la loi de 1838, consentir des baux d'une durée plus longue.

L'administrateur, puisqu'il possède le droit de louer, peut aussi résilier le bail si l'intérêt de l'aliéné l'exige, de même qu'il pourra intenter devant le juge de paix une procédure pour l'expulsion du locataire, sans avoir recours à la nomination d'un mandataire ad litem.

3°) *L'aliénation du mobilier, des valeurs mobilières et des autres meubles incorporels : fonds de commerce, exploitations industrielles, offices ministériels.*

(1) JULLIOT : *Journal des Notaires*, 1936, N° 17.

Les meubles corporels sont sujets à une rapide dépréciation et l'une des premières préoccupations de l'administrateur provisoire doit être d'éviter tout amoindrissement du patrimoine de l'aliéné. Aussi la loi autorise-t-elle à procéder à la vente des meubles après avoir obtenu l'autorisation du président du Tribunal.

Aucun texte ne détermine la compétence territoriale de ce Tribunal ; ce peut être celui du domicile de l'aliéné, celui de la situation des biens. Mais on admet généralement, avec M. Demolombe (1), que, « dans le silence de l'article 31 à cet égard, il paraît plus logique et plus sûr de suivre le principe général en matière de minorité et d'interdiction et de s'adresser au président du domicile de l'aliéné ». La situation du dément offre d'ailleurs avec celle des autres incapables une grande analogie et ce magistrat est, plus que nul autre, à même d'apprécier l'opportunité de la vente.

Avant la loi du 27 février 1880 on discutait sur le point de savoir si l'administrateur provisoire pouvait aliéner les meubles incorporels. La question s'était élevée à propos de la cession d'un office ministériel. La Cour de Metz (2) avait décidé que cette vente outrepassait les pouvoirs de l'administrateur. Cette décision est en contradiction avec l'interprétation donnée à la loi de 1838 par trois circulaires du Ministre : la première du 15 février 1819 aux termes duquel, lorsque le titulaire d'un office est frappé d'aliénation mentale, c'est à la famille de traiter pour lui ; à défaut de famille, c'est au tribunal à s'occuper. La seconde, du 18 juillet 1845, autorise la famille de l'aliéné à lui faire nommer, conformément à l'article 32, un administra-

(1) DEMOLOMBE, T. VIII, § 809.

(2) Cour de Metz, 8 décembre 1868, S. 1869, II, 133.

teur pouvant exercer le droit de présentation aux lieu et place du titulaire de l'office. Enfin, la troisième circulaire du 9 juin 1857, permet à l'administrateur de céder l'office après avoir consulté le Conseil de famille, dont la décision est homologuée par le Tribunal.

Le 12 juin 1865 la Cour de Lyon (1) s'est prononcée pour l'opinion contraire à celle de la Cour de Metz.

Depuis la loi du 27 février 1880, le doute n'est plus possible sur ce point. Cette loi, en effet, ne s'applique pas seulement aux biens incorporels des mineurs, ainsi que le dit l'exposé des motifs : « Outre les mineurs, il est de nombreux administrateurs qui ne peuvent aliéner que sous des conditions déterminées ; il y a enfin certaines catégories de personnes dont la capacité est limitée par la loi, on ne doit pas songer à les énumérer dans ce projet car il faudrait résoudre sur plusieurs points le droit civil, des questions délicates, qui doivent être laissées à la décision des tribunaux ».

L'administrateur provisoire peut donc vendre tous les meubles incorporels : offices, fonds de commerce et d'industrie, marques de fabrique, brevets, etc...

Cette vente devra être faite en se conformant aux articles 1 et 2 de la loi du 27 février 1880. L'administrateur provisoire se fera autoriser par le Conseil de famille si la valeur des meubles est inférieure à 7.500 francs en capital ; au-dessus de ce chiffre, cette autorisation doit être homologuée par un jugement du tribunal civil statuant en Chambre du Conseil.

Si l'aliéné possède des titres au porteur ou si ses revenus excèdent les dépenses nécessitées par le paiement de ses dettes,

(1) SIREY, 1866, II, 16.

l'administrateur fera emploi de ses valeurs conformément à la loi du 27 février 1880, laquelle, réglementant l'aliénation des valeurs mobilières appartenant aux mineurs et aux interdits, a pris soin d'étendre ses dispositions aux administrateurs provisoires désignés en conformité avec la loi du 30 juin de 1838.

Les articles 1 et 2 précisent que l'administrateur peut aliéner les valeurs mobilières avec l'autorisation de famille, si leur valeur est inférieure à 7.500 francs en capital ; au-dessus de ce chiffre, cette autorisation doit être homologuée par un jugement du Tribunal Civil statuant en Chambre de Conseil.

Lorsque l'aliéné sera retenu dans un établissement public ou dans un asile privé faisant fonction, les attributions du Conseil de famille seront dévolues au Conseil de Surveillance ou à la Commission administrative.

La vente des valeurs aura lieu par le ministère d'un agent de change choisi par le Conseil de famille ou, à son défaut, par le tuteur. Lorsque les valeurs sont négociables en bourse, elles sont vendues au cours moyen du jour.

L'aliénation des titres est décidée à la majorité des voix. En cas de désaccord le juge de paix a voix prépondérante. S'il n'y a ni majorité, ni unanimité, le procès-verbal de la délibération, l'avis motivé de chacun des membres du Conseil, sont nécessaires, pour que puisse être exercé devant le Tribunal Civil le recours prévu par l'article 883 de la Procédure civile ; peu importe qu'elle soit exécutoire par elle-même (1) ou qu'elle requiert une homologation.

4°) *Réception des significations.*

L'article 35 porte que les « significations à faire à la per-

(1) Trib. de la Seine, 13 novembre 1900. *Le Droit*, 7 décembre 1900.

sonne d'aliéné seront faites à l'administrateur ». Cette réception est moins une charge pour l'administrateur qu'une mesure de protection pour l'aliéné et pour les tiers.

Cette exception au droit commun a un double but. Empêcher que les tiers ne profitent de l'internement pour adresser au domicile de l'interné des significations que les agents de la protection continueront à ignorer — d'où obligation d'adresser les significations à l'administrateur provisoire, — mais encore protéger les tiers de bonne foi qu'aucune publicité n'avertit de l'internement ; d'où possibilité de valider les significations mêmes faites au domicile du dément. De là ce paragraphe deuxième de l'article 35 qui ne prononce pas l'annulation de plein droit, mais permet au tribunal d'apprécier suivant les circonstances (1).

Par une distinction difficilement explicable entre l'administration légale et judiciaire, l'art. 35 n'est applicable qu'à l'administrateur judiciaire. A défaut de cet administrateur, ou en présence d'un administrateur légal, les significations sont faites au domicile du dément, suivant les formes du droit commun (2).

Toutefois, on admet que les significations relatives à des poursuites en recouvrement exercées par l'administrateur légal doivent être adressées à ce dernier (3).

Seul l'administrateur judiciaire reçoit les significations ; s'il décède, ses héritiers ne succèdent pas à ses fonctions. Les significations qui leur seraient faites seraient nulles à l'égard de l'aliéné. Elles doivent être faites à l'aliéné en personne et au lieu de sa résidence connue.

En outre, par application de l'article 35, alinéa 2, qui auto-

(1) Cass. 30 déc. 1857, S. 1858, II, 626.

(2) Cass. Req., 11 fév. 1908, § 1908, I, 141.

(3) DEMOLOMBE, T. VIII, N° 841.

rise les Tribunaux à annuler les significations ainsi faites, la jurisprudence a décidé que le défaut de signification à l'administrateur n'entraînerait pas de plein droit la nullité s'il n'en est résulté aucun préjudice pour les intérêts de l'aliéné (1).

§ 2. CRITIQUES ET RÉFORMES PROPOSÉES EN CE QUI CONCERNE LES POUVOIRS DE L'ADMINISTRATEUR PROVISOIRE

La loi de 1838 avait accordé des pouvoirs insuffisants à l'administrateur. Les travaux préparatoires nous le montrent amplement. Le législateur, préoccupé d'éviter l'interdiction dès le placement, a pris la peine de faire voter une loi spéciale. Le rapport de M. Barthélemy à la Chambre ne laisse aucun doute à cet égard : « Le projet, écrit-il, a essentiellement pour objet de prévenir les demandes en interdiction. Si, dans cette intention, la loi n'a pas exigé que l'interdiction fût prononcée ou provoquée avant de soumettre l'aliéné à l'état d'isolement, il ne faut pas que la nécessité de pourvoir à l'administration de ses biens vienne en imposer l'obligation à la famille ». Ainsi on a voulu éviter cette mesure trop grave au début de la maladie. Il était donc logique de ne confier à l'administrateur des pouvoirs qui ne dépassent pas la stricte administration.

« Mais indirectement, écrit M. le docteur Lauzier, on aurait voulu que les familles fussent appelées à demander l'interdiction. Or, à tort ou à raison, les familles l'acceptent de moins en moins, les formalités, la procédure judiciaire, la publicité, l'appareil dont elle est entourée leur répugnent. Devant cette résistance on est obligé de se contenter, malgré quelques diffi-

(1) Montpellier, 12 juillet 1924, *Moniteur juge de paix*.

cultés de fonctionnement, du système de l'administration provisoire » (1).

Mais où la situation paraît sans issue, c'est lorsque cette mesure est nécessaire pour accomplir un acte grave. Nous savons que l'interdiction ne peut être provoquée que par le conjoint ou l'un de ses parents et seulement si la personne qui en est l'objet se trouve dans un état habituel de démence, de fureur ou d'imbécillité. Or, si ces conditions ne sont pas remplies, si le ministère public refuse d'agir, la loi, partie d'un point de vue inexact se trouve à une impasse et l'administrateur est réduit à l'impuissance en raison de l'étroitesse de ses pouvoirs. Ces pouvoirs sont, en effet, mal précisés, puisqu'ils n'ont même pas l'étendue de ceux dont sont investis les administrateurs des biens d'autrui. Les baux d'une durée de plus de trois ans lui sont interdits, ce qui est évidemment préjudiciable à l'aliéné, en matière industrielle ou commerciale.

Il est regrettable que la question des successions et des communautés n'ait pas été tranchée. Et aussi pour aliéner ou acquérir un bien mobilier, l'hypothéquer, ou pour transiger, il faudra recourir à l'interdiction. Mais c'est une solution bien étrange, en contradiction formelle avec le but primitif du législateur.

Aussi les divers projets de la loi cherchent-ils à compléter ces lacunes de la loi de 1838.

Ainsi l'obligation de fournir dès le premier mois de l'entrée de l'administrateur en fonction, un état de la situation de fortune de l'aliéné, qu'il doit remettre au curateur, et chaque année au Procureur de la République. De même si l'aliéné est

(1) Cité par Marcel BURLE. *Protection des biens de l'aliéné interne* (thèse).

commerçant, ou s'il dirige une exploitation industrielle ou agricole, le président du tribunal peut, sur la demande du conjoint ou de l'associé, et contradictoirement avec l'administrateur provisoire, conserver soit au conjoint, soit à l'associé, la direction des affaires particulières ou sociales.

De même une mesure excellente du projet de 1882 est passée, en se généralisant, dans tous les projets successifs ; c'est l'exigence d'un avis du médecin traitant, dès qu'il s'agit d'autoriser la vente d'un bien quelconque de l'aliéné. Ce sont là des progrès, dont l'absence dans la loi de 1838 créait parfois des situations bizarres, « car trop souvent on était pressé de faire vendre des meubles devenus inutiles, ce pouvaient être des instruments de travail ou des objets qui avaient pour l'aliéné une valeur d'affection ; et celui-ci revenu à la santé, trouvait sa maison vide de tout ce dont il avait besoin, tout ce qui lui était cher était vendu et disparu » (1).

Les significations et assignations concernant le dément doivent être adressées à l'administrateur, car sous le régime de la loi de 1838, des actes de cette nature adressés à domicile ou à l'établissement ne parvenaient jamais à l'administrateur qui, les ignorant, ne pouvait faire nommer un mandataire, en sorte que la plupart du temps l'aliéné était condamné par défaut.

Les projets ont varié à propos de l'acceptation ou de la répudiation d'une succession.

Le projet de 1882 autorise l'administrateur provisoire à prendre parti sur celle-ci sous certaines formalités. Il ne peut l'accepter que sous bénéfice d'inventaire, à la condition d'obtenir l'avis de la commission administrative ou de la surveil-

(1) SALEILLES, cité par Marcel BURLE, p. 216.

lance homologuée par le président du tribunal civil. Le projet de 1907, au contraire, réserve ce droit à l'administrateur judiciaire, qui, cependant ne peut accepter que sous bénéfice d'inventaire, avec l'autorisation de la commission de surveillance. Pour la répudiation, il faut y ajouter l'autorisation du Conseil de famille homologuée par le tribunal.

Le projet de M. Leculier (1935) dans un but de simplification, propose de reconnaître d'emblée le pouvoir de l'administrateur provisoire d'accepter une communauté ou une succession sous bénéfice d'inventaire, au lieu d'utiliser le mandataire spécial. Pour le renoncement à une succession ou à une communauté, l'autorisation de la commission de surveillance, doit être homologuée par le tribunal civil (art. 12). Au cas d'administration judiciaire, le rôle de la commission de surveillance est dévolu au conseil de famille.

En ce qui concerne l'administrateur légal, ses pouvoirs ont été considérablement augmentés. « Son pouvoir, dit M. Saleilles, se ramène à une administration spécialisée et limitée ; elle ne donne mandat et pouvoir de représentation que pour les actes qu'elle vise limitativement, ceux qui sont énumérés par la loi ». C'est donc le système de 1838 qui a prévalu, sauf que l'on a étendu considérablement le nombre des actes pour lesquels l'administrateur aurait un pouvoir légal. Tandis que l'administrateur légal n'a qu'un pouvoir de représentation générale. Ses pouvoirs de représentation limités, l'administrateur judiciaire, lui, bénéficie d'un pouvoir de représentation générale. Ses pouvoirs précisent les projets, sont les mêmes que ceux du tuteur de l'interdit. Or, aux termes de l'article 509 du code civil, l'interdit est assimilé au mineur, d'où des lois sur la tutelle des mineurs et des interdits sont applicables aux

aliénés séquestrés. Ainsi on voit l'économie de ce projet, il ne sera plus jamais nécessaire de recourir à l'interdiction, mais il suffira de provoquer la nomination d'un administrateur judiciaire, lorsque l'état de folie se prolonge et devient permanent.

Section IV. — **La responsabilité de l'administrateur provisoire**

La responsabilité de l'administrateur provisoire diffère, selon que les fonctions sont confiées aux commissions administratives ou de surveillance des établissements publics ou qu'un administrateur a été désigné par jugement.

Quand l'administration est légale, la responsabilité de la gestion incombe à l'administration, à l'établissement lui-même et au receveur de l'asile.

L'administrateur, membre de la commission de surveillance, ne peut être considéré comme personnellement responsable, sauf le cas de dol ou de faute lourde assimilable au dol. Sa qualité de membre d'un corps délibérant, dans lequel la majorité des suffrages lui impose sa ligne de conduite, est exclusive de toute responsabilité propre.

L'établissement sur qui pèse l'obligation de rendre compte de la gestion exercée en son nom par la commission administrative est évidemment responsable, mais, dans le silence de la loi, qui ne donne à l'interné contre l'asile aucune garantie spéciale, cette responsabilité est régie conformément au droit commun par l'article 2092 du Code civil. Mais jusqu'ici cette responsabilité ne pouvait entrer en ligne de compte, du fait que la loi et la jurisprudence avaient dénié la qualité des personnes morales aux asiles, et qu'en second lieu les règles sur la responsabilité des maîtres et commettants touchant les fau-

ies commises par leurs employés et préposés n'étaient pas applicables à l'Etat et aux départements.

Mais une jurisprudence récente (1) a reconnu formellement dans une affaire en responsabilité, la personnalité morale des asiles publics, de telle sorte qu'aujourd'hui ce problème, qui paraît formellement tranché, sera susceptible d'entraîner ultérieurement des solutions précises et non équivoques à ce point de vue. Mais en tout cas, quelle que soit la faute reprochée, la contestation doit être portée devant la juridiction administrative (2).

Quant au receveur de l'établissement qui fait office de caissier, il est responsable en raison de cette qualité. Indépendamment de la garantie que présente le patrimoine du receveur, gage commun de tous ses créanciers, sa responsabilité est spécialement assurée, grâce à l'article 31, alinéa 3, par l'affectation de son cautionnement à l'acquittement des reliquats de ses comptes, envers les aliénés pensionnaires des établissements publics. Le privilège ainsi établi prime même en vertu de l'article ci-dessus les créances de toute autre nature, y compris celles que l'établissement pourrait avoir contre son employé (3). Quand l'administration provisoire est judiciaire, la responsabilité tout entière incombe à l'administrateur, qui a seul la disposition des fonds du dément interné. Il est évidemment tenu de rendre compte, mais la loi n'ayant rien précisé, cette obligation n'existe en fait pour lui qu'à sa sortie de charge. En principe, ils seront rendus à l'intéressé lui-même, s'il vient à sortir guéri de l'établissement ou au contraire, à son tuteur ou

(1) Nîmes, 3 juillet 1933, G. P., 1933, II, 742.

(2) Cass. Civ. 30 déc. 1930, G. P., 1931 ; I, 310.

(3) AUBRY et RAU, T. I, N° 127 bis.

à ses héritiers, s'il est interdit ou vient à décéder. Mais à qui seront-ils dûs, si ses pouvoirs cessent par la nomination d'un nouvel administrateur ? Il semble logique d'admettre que ce dernier pourra recevoir les comptes (1) de son prédécesseur.

La garantie la plus sérieuse que la loi du 30 juin 1838 ait donné à l'aliéné, contre son administrateur judiciaire, réside dans l'article 34, alinéas 2 et 3, qui est ainsi conçu : Sur la demande des parties intéressées ou sur celle du Procureur de la République, le jugement qui nommera l'administrateur provisoire pourra, en même temps, constituer sur ses biens une hypothèque générale ou spéciale, jusqu'à concurrence d'une somme déterminée par le dit jugement ».

L'utilité de cette garantie est évidente. Car les affaires de l'aliéné étant placées entre des mains étrangères, il fallait lui octroyer quelque sûreté contre les dilapidations, la négligence ou la fraude possible de son administrateur.

Section V. — **Fin de l'administration**

1°) Par la sortie de l'aliéné

L'administration provisoire prend fin par la sortie de l'aliéné de l'établissement où il était interné. A ce moment, la guérison a été constatée officiellement, le dément retrouve sa capacité. Toutefois si l'administrateur provisoire ignorait la sortie, les actes faits par lui postérieurement seraient valables. L'administrateur est le mandataire de l'aliéné, on suivrait les dispositions de l'art. 2008 du Code civil. Une sortie régulière et définitive, seule, met fin à l'administration. L'évasion ne ferait

(1) Req. 23 mais 1882, SIREY, 1883, I, 97. COLIN et CAPITANT, T. I, N° 586.

pas cesser les fonctions, il en serait de même d'une sortie temporaire faite comme cela a lieu parfois à titre d'essai.

2°) *Par l'expiration du délai de trois ans*

L'article 37, alinéa 2, s'exprime ainsi : « Les pouvoirs conférés par le tribunal, en vertu de l'article 32 cesseront de plein droit à l'expiration d'un délai de trois ans. Ils pourront être renouvelés ».

Ce même article, alinéa 3, prescrit : « Que cette disposition n'est pas applicable aux administrateurs provisoires qui seront donnés aux personnes entretenues par l'administrateur dans les établissements privés ».

Pour l'administrateur légal, le législateur a pensé que celui qui était désigné par l'entremise de la commission de surveillance, se trouvant sous le contrôle permanent de cette commission, pouvait, sans grand danger pour les intérêts du malade, rester en fonction pendant toute la durée de la séquestration.

3°) *Par l'interdiction ultérieure*

Si l'interdiction est prononcée, la gestion de la fortune de l'aliéné est assurée plus complètement que par l'administration provisoire. Elle cessera alors d'exister. Mais il n'en sera ainsi qu'après la nomination d'un tuteur. On ne pourra pas laisser l'aliéné sans représentation légale pendant le temps matériellement nécessaire pour procéder à cette nomination.

4°) *Par la révocation de l'administrateur*

Mais il faut distinguer, ici, si l'administrateur est un parent de l'aliéné ou un étranger. Si c'est un parent l'administration

est obligatoire. Le tribunal devra apprécier les motifs qu'il invoque pour justifier sa demande. Si c'est un étranger, les règles du mandat s'appliquent alors et chaque partie est libre pour faire cesser ce mandat, sauf droit de recours en dommages-intérêts pour l'autre partie si l'interruption de la gestion de l'administrateur est dommageable pour l'aliéné.

5°) *Par la mort de l'aliéné et par la mort de l'administrateur*

La mort de l'aliéné fait naturellement cesser la fonction de l'administrateur. Elle peut cependant encore continuer, car l'administrateur doit rendre compte de la gestion aux héritiers de l'aliéné.

Enfin la fonction prend fin par la mort de l'administrateur, qui doit être remplacé immédiatement.

CHAPITRE II

REPRESENTATION EN JUSTICE

La représentation en justice peut être considérée à juste titre comme un démembrement des pouvoirs de l'administrateur. Elle est un démembrement, car un représentant doit normalement suppléer à l'incapacité de celui qu'il représente, et si l'administrateur n'a pas qualité pour plaider au nom de l'aliéné, c'est que l'administration provisoire est une représentation incomplète. Elle est encore un démembrement en ce sens que l'administrateur provisoire peut s'il plaît au tribunal, mais sans qu'on puisse l'exiger, recouvrer dans chaque affaire les pouvoirs que la loi lui refuse en principe. Le caractère facultatif de cette fonction, qu'exerce accessoirement l'administrateur provisoire, conduit toutefois à reconnaître l'existence d'un troisième agent de protection : le mandataire spécial dit « *ad litem* ». Une idée de défiance explique la division des pouvoirs. Et la loi, qui défend à l'administrateur certains actes susceptibles de compromettre le patrimoine du dément, ne pouvait lui permettre l'action en justice dont les conséquences sont équivalentes.

L'article 33 s'exprime ainsi : « Le tribunal sur la demande de l'administrateur provisoire, ou à la diligence du Procureur de la République, désignera un mandataire spécial, à l'effet de représenter en justice tout individu non interdit et placé dans un établissement d'aliénés qui serait engagé dans une contestation judiciaire au moment du placement ou contre lequel une action serait engagée postérieurement.

Le tribunal pourra aussi, dans le cas d'urgence, désigner un mandataire spécial à l'effet d'intenter au nom des mêmes individus, une action mobilière ou immobilière. L'administrateur provisoire pourra dans les deux cas être désigné comme mandataire spécial ».

Il résulte de cet article que le monopole de la représentation en justice n'est pas réservé exclusivement au mandataire « ad litem » désigné, mais que l'administrateur peut se voir confier ce soin par le tribunal s'il l'estime utile et urgent.

Pourrait-il, par exception, le représenter dans une action tendant à obtenir le paiement d'une pension alimentaire ? Demolombe et Aubry et Rau (1) l'ont soutenu en se fondant sur l'article 27.

En cette hypothèse, dit-on, l'administrateur agit au nom de la commission administrative de l'établissement où il est interné. Il ne fait qu'user de la faculté que donne l'article 1166 du Code civil, qu'agir au lieu et place de l'aliéné débiteur de la commission. « L'affirmative, disent Aubry et Rau nous paraît incontestable, pour le cas du moins où l'administration provisoire est légale ».

(1) DEMOL., T. VIII, § 832 ; AUBRY et RAU, T. 3, § 127 bis.

Que décider si l'administration est judiciaire ? L'article 27 est écrit en vue de l'administrateur provisoire quel qu'il soit : « Il sera statué dit cet article à la diligence de l'administrateur désigné en exécution des articles 31 et 32 ». Or, l'administrateur désigné en exécution de l'article 32 n'agit pas en vertu de l'article 1166. Cependant, nous croyons devoir adopter sur cette question la solution proposée par Demolombe et par Aubry et Rau. Mais nous ne croyons pas que c'est à l'article 1166 qu'il faut chercher la raison d'être de cette disposition.

Le législateur a voulu éviter les frais et les lenteurs entraînées par les formalités à remplir pour arriver à la prononciation d'un jugement désignant un mandataire spécial *ad litem*, frais qu'il importait d'éviter, alors surtout que l'action intentée au nom de l'aliéné présente un caractère spécial d'urgence.

A part cette exception, la doctrine et la jurisprudence sont unanimes pour affirmer que dans aucune instance un aliéné ne peut être mis en cause sans une décision nommant un mandataire *ad litem*. La sanction consiste dans la nullité de la procédure. En effet, aux termes de l'article 33, disposition d'ordre public, ce mandataire est obligatoire pour toutes les contestations, qu'elles soient personnelles ou réelles, qu'elles intéressent la personne ou les biens de l'aliéné (1).

La loi n'a pas prévu le cas où la personne atteinte d'aliénation mentale voudrait intenter une action dans un intervalle lucide. Le législateur ne dit nulle part que cette action ne serait pas valable, il n'appelle le mandataire *ad litem* que parce qu'il suppose l'insanité d'esprit. Cette solution affirmative serait d'ailleurs conforme à l'article 39, qui admet aussi, sous réserve

(1) Cass. 21 juillet 1909. G. P., 1909, II, 263. Cour de Paris, 13 mai 1931. G. P., 1931, p. 257.

d'appréciation des tribunaux, la validité des actes accomplis par l'aliéné durant son internement. En ce sens la Cour d'appel d'Angers, en déclarant que l'aliéné non interdit est recevable à intenter une action en référé, sans être pourvu d'un mandataire spécial (1).

Mais il est difficile de se référer à une pareille solution, en raison de l'incertitude sur la durée des intervalles lucides. En particulier s'il s'agit d'un simple d'esprit, il pourra être l'objet de la duperie d'hommes d'affaires peu consciencieux, s'exposer à des frais élevés et se voir condamné à des dommages et intérêts pour abus de plaider.

Le mandataire ad litem est désigné à la requête de l'administrateur provisoire ou du Procureur de la République. Cette désignation est faite par le tribunal. De même que pour la nomination d'un administrateur, le tribunal compétent est celui du domicile de l'aliéné ; s'il est inconnu, celui du lieu de l'établissement, et cela quelle que soit la juridiction devant laquelle l'action sera portée (2).

Quand il s'agit d'intenter une action mobilière ou immobilière, au nom de l'aliéné, la désignation d'un mandataire ad litem est facultative pour le tribunal. Il est souverain appréciateur de la nécessité d'engager une contestation. Par ce moyen, on évite que l'aliéné ne se trouve entraîné dans des procédures coûteuses et à l'issue aléatoire. Mais ce pouvoir d'appréciation disparaît toutes les fois que l'on est en présence d'un litige dans lequel l'aliéné se trouvait engagé avant son internement, ou qui est intenté contre lui postérieurement. Alors, la nomination d'un mandataire ad litem est prescrite,

(1) Angers, 28 juin 1933, D. H. 1933, p. 4691.

(2) PLANIOL, RIPERT et SAVATIER, t. I, N° 721.

et cela quelle que soit la nature de l'action, que ce soit en première instance, ou en Appel. Si l'appel d'un jugement rendu avant la folie est interjeté postérieurement à sa maladie, la Cour doit surseoir à statuer, jusqu'à ce qu'un mandataire ad litem ait été désigné par le tribunal compétent (1).

Le mandataire remplit sa mission pendant toute la durée de la contestation. Il doit en suivre toutes les phases, et représenter l'aliéné devant tous les degrés de juridiction. Les pouvoirs du mandataire ad litem prennent fin avec la contestation qui les avait fait naître. Chaque fois que l'aliéné se trouvera obligé d'ester en justice, il y aura lieu à une nouvelle désignation.

Pas plus que l'administrateur provisoire, le mandataire ad litem n'a le droit d'accomplir des actes de disposition. Il ne pourrait ni transiger, ni recevoir du tribunal la mission d'accepter une succession ou une communauté.

La Cour d'Appel de Paris (2) a cependant décidé que le droit de nommer un mandataire spécial à l'effet de représenter l'aliéné dans une instance en liquidation et partage, comprend implicitement celui d'autoriser ce mandataire à accepter, sous bénéfice d'inventaire, la succession à partager.

Mais Aubry et Rau remarquent que l'argument principal de ces décisions, à savoir que l'acceptation est une conséquence nécessaire de l'action en partage, renferme une véritable pétition de principe. La jurisprudence de la Cour de Paris est d'ailleurs fort hésitante sur ce point. Peu de temps après avoir déclaré que le mandataire peut faire tous les actes résultant de la

(1) Paris, 24 avril 1872, D. 1872, II, 172. — Cass. 20 mars 1878, D. 1878, I, 180.

(2) Cour de Paris, 11 août 1891, G. P. 1892, 1, 101. — Cour de Paris, 26 janvier 1892, D. 1892, II, 87.

liquidation (1) et du partage, elle reconnaissait le 15 mars 1892 que la renonciation à une succession constitue, au même titre que l'acceptation de celle-ci, un acte de disposition. Qu'aucun texte ne donne à la Chambre du Conseil le droit de nommer un mandataire aux fins de passer un tel acte pour l'aliéné, en dehors des formes de l'interdiction. Et le 25 mars 1892 (2) la Cour de Paris adoptait, pour le partage d'une communauté, une solution pareille. Puis, le 19 août 1892, la thèse contraire triomphait (3).

Ainsi, en un an, la Cour de Paris a successivement donné la préférence à deux thèses opposées.

La plupart des Cours et Tribunaux ont, sans hésitation, refusé au mandataire ad litem le droit d'accepter ou de refuser une succession (4).

(1) DALLOZ, 1892, II, 229

(2) DALLOZ, 1892, II, 22.

(3) DALLOZ, 1892, II, 100.

(4) Meaux, 21 juillet 1886, G. P. 1887, I, Rép. V. Aliénés.
Seine, 3 juillet 1890, G. P. 1891, I, Rép. V. Aliénés.

TROISIEME PARTIE

CHAPITRE I

LA RESPONSABILITE CIVILE DES ALIENES

La loi pénale (art. 64 C. P.) pose en principe qu'un aliéné ne saurait être responsable des crimes et délits par lui commis. La démence une fois prouvée, sa culpabilité est écartée. Mais, s'il en est ainsi en droit pénal, devra-t-on appliquer la même solution en droit civil ? Si l'aliéné auteur d'un crime ou délit n'encourt aucune peine, ne devra-t-il au moins supporter une condamnation à des dommages et intérêts ?

La loi civile, contrairement à la loi pénale, ne pose aucun principe semblable à l'article 64 du Code pénal. A défaut donc de principe législatif sur la question, on ne peut la résoudre qu'à l'aide des principes généraux, et il faut l'envisager comme l'un des côtés du grand problème de la responsabilité civile. La solution que nous accepterons dépendra de notre opinion sur la responsabilité en général, gros problème qui a donné

lieu, surtout depuis quelques années, à une foule de discussions. Nous n'avons nullement envie d'en faire une étude complète, ni celle d'examiner tous les systèmes auxquels il a donné naissance. Une pareille étude ne répond ni au but, ni aux dimensions de ce travail. Néanmoins, il est indispensable d'en présenter un exposé. Il nous permettra d'adopter une opinion sur la question, et sans lui, nous ne pourrions discuter utilement notre point de vue spécial, puisque les deux solutions sont intimement liées.

Nous présenterons donc le plus brièvement possible un exposé et une critique des divers systèmes qui touchent à la responsabilité, mais en tant seulement qu'ils favoriseront l'objet de notre étude, et nous indiquerons en même temps les conséquences qui en découlent pour notre responsabilité des déments. Mais, auparavant, il est nécessaire d'indiquer ce que l'on entend par responsabilité civile.

Le droit civil n'ayant à se préoccuper ni de la morale, ni de la pénalité, nous définirons la responsabilité civile : l'obligation de réparer au moyen d'une indemnité pécuniaire le dommage causé à autrui.

Notre problème comprend donc trois éléments : un auteur, un fait dommageable, une victime. Par suite, trois séries de rapports sont concevables : rapport de l'auteur avec la victime, rapport de la victime avec le fait (que nous laissons de côté), rapport de l'auteur avec le fait.

Au point de vue particulier de la responsabilité des déments, le premier élément, l'auteur, se complique de ce fait, que c'est un aliéné, et c'est cette complication qui fait précisément l'objet de notre étude.

Quand nous avons résolu la question du rapport de l'auteur

avec le fait, dont la solution constitue le fondement de la responsabilité, il faut nous demander quelle influence a sur cette responsabilité la démence de l'auteur. En d'autres termes, l'aliénation mentale, supprimant la raison et la liberté, laisse-t-elle subsister la responsabilité civile ?

Puisque nous venons de parler de liberté et de raison, une dernière remarque.

Le droit civil ne doit pas être mêlé aux questions métaphysiques. Comme on l'a fort bien dit : « Il accepte la vie telle qu'elle se présente, établissant lui-même des règles relatives, il l'envisage dans toute sa relativité et s'inquiète peu de l'absolu. A tout esprit qui n'est pas rompu aux discussions philosophiques, l'homme apparaît comme étant libre et raisonnable. Le législateur se contente de cette conception et l'applique. Il ne fait pas de lois pour les métaphysiciens » (1).

Nous tenons donc l'homme pour libre et raisonnable. La folie fait disparaître cette liberté et cette raison. Recherchons donc si le législateur a posé ces deux éléments comme conditions nécessaires de la responsabilité, nous trouverons la solution de notre problème.

Nous divisons ce chapitre en deux sections : dans la première, nous étudierons les diverses solutions proposées pour résoudre le problème de la responsabilité civile des aliénés, et dans la seconde section, nous étudierons la responsabilité des tiers à raison des dommages causés par les aliénés.

(1) TEISSEIRE : *Essai d'une théorie générale sur le fondement de la responsabilité*. Thèse, Aix, 1901, p. 21.

**Section I. — Des diverses solutions proposées
pour résoudre le problème de la responsabilité
civile des aliénés**

§ 1. — THÉORIE CLASSIQUE : RESPONSABILITÉ DE L'ALIÉNÉ

Les articles 1382 et 1383 du Code civil sont ainsi conçus ; l'article 1382 : « Tout fait quelconque de l'homme qui cause à autrui un dommage, oblige celui par la faute duquel il est arrivé, à le réparer » ; article 1383 : « Chacun est responsable du dommage qu'il a causé, non seulement par son fait, mais encore par sa négligence ou par son imprudence ». La loi constate ainsi l'existence d'un devoir général de ne pas nuire à autrui mais subordonne la responsabilité et l'obligation de réparer le dommage à l'existence d'une faute (1). Le sens des articles 1382 et 1383 n'est pas douteux. Aussi la Jurisprudence, approuvée par la plupart des auteurs, n'a jamais hésité à proclamer l'exigence de la faute.

Cette interprétation est justifiée par trois arguments : par la rédaction même des textes, par l'histoire de la responsabilité et par la volonté des rédacteurs du Code civil.

La lecture des textes ne permet pas d'exclure la nécessité d'une faute. L'article 1382 contient le terme même. L'article 1383 montre qu'il faut au moins avoir commis une négligence ou une imprudence pour être responsable. Cet article n'aurait

(1) Cass., 19 déc. 1817. Rép. Dall., Vol. 39, Voir : Responsabilité, p. 307.

aucun sens, si les rédacteurs du Code civil avaient voulu dire dans l'article 1382 que le fait, même non fautif engendre la responsabilité. Enfin le chapitre où figurent ces textes est intitulé : « des délits et des quasi-délits » termes désignant exclusivement fautes volontaires et involontaires (1).

La faute est donc l'élément capital de la responsabilité civile. Mais les rédacteurs du Code ont négligé de définir la faute. D'où des difficultés nombreuses à déterminer les éléments qui la composent.

La faute implique de la part de son auteur un acte de négligence ou d'imprudence coupable, qu'un peu plus d'attention ou de réflexion eut permis d'éviter, il s'en suit que ce dernier doit être une personne normale. Si elle ne l'est pas, si sa volonté n'est pas consciente et libre, si elle n'a pas le libre choix entre l'acte bon et l'acte mauvais, elle doit être déclarée irresponsable. En accord avec la majorité de la doctrine, Sourdat écrit : « Le défaut d'intention et de liberté peut être tel que tout délit disparaît ; celui qui n'a pas son libre arbitre et la conscience de ses actes, le fou, n'est pas responsable de ses actes (C. pen-64). Mais en est-il de même en ce qui concerne la responsabilité civile ? La réparation du dommage que le fou aura pu causer pourra-t-elle être poursuivie sur ses biens personnels ? La même question se présente à l'égard des mineurs qui n'ont pas l'âge de discernement. Mais où avons-nous trouvé le principe de la responsabilité même purement civile ? Dans une faute, dans un acte coupable, imputable à son auteur... Ainsi le fou, l'insensé, l'enfant qui n'a pas encore de discer-

(1) Henri et Léon MAZEAUD : *Traité théorique et pratique de la responsabilité civile délictuelle et contractuelle*, N^{os} 368 à 379.

nement seront (1) affranchis de tout recours même sur leurs biens ».

Cette théorie classique, presque invariable est adoptée par la plupart des auteurs (2) et la jurisprudence sous réserve de quelques arrêts dissidents anciens est fixe dans le même sens.

Il faut commencer par analyser cette jurisprudence pour rechercher les explications données par les instances judiciaires sur les causes d'absence de faute au profit de l'aliéné. La Cour de Cassation, Chambre des Requêtes (3) conclut à l'irresponsabilité de l'aliéné, pour la raison que « par l'emploi de l'expression de faute, la loi suppose évidemment un fait dépendant de la volonté. Et qu'un insensé n'ayant pas de volonté ne saurait être responsable, même civilement, des faits par lui accomplis pendant l'état de démence ». Dans le même sens la Cour d'Agen (4) concluait aussi à l'irresponsabilité, car « pour être responsable d'un dommage causé il faut avoir commis une faute, attendu qu'on ne peut pas donner cette qualification au fait émané d'un individu privé de raison... ». La même Chambre et la Cour de Cassation décident (5) sur cette conclusion de la Cour d'Aix, que « L'auteur de cet acte criminel ne jouissant pas de raison et que son irresponsabilité absolue (donc même civile) ne peut faire l'objet d'aucune espèce de doute, qu'il ne saurait être responsable même civilement, puisque toute responsabilité suppose une faute et qu'il n'y a pas de faute quand la raison fait défaut ». Il s'agissait d'une femme qui avait jeté à la figure d'une de ses amies

(1) SOURDAT : *Responsabilité civile*, N° 16.

(2) AUBRY et RAU, T. VI, § 444, p. 343 ; DEMOL., T. XXXI, N° 485.

(3) Arrêt du 14 mai 1866, § 1866, I, 237.

(4) Arrêt du 9 novembre 1864, S. 1865, II, 230.

(5) Cour d'Aix, 1^{er} mars 1899 ; confirmé par Cass. 21 octobre 1901 ; D. 1901, I, 524.

une substance corrosive. La Cour d'Aix rejette l'action en dommage et intérêts de la victime : parce que « Les précautions prises par la dame X.. pour arriver à consommer son attentat, la ruse à laquelle elle a eu recours pour attirer la victime dans le piège qu'elle lui a tendu, la lucidité extraordinaire dont elle a fait preuve avant comme après l'affreuse scène du 10 août 1892, la force irrésistible à laquelle elle a aveuglément obéi, le sang froid et la volonté qu'elle a manifestés, loin de servir la thèse des appelants, ne font que démontrer de manière saisissante, le degré de folie impulsive auquel sa monomanie presque latente l'avait sourdement conduite ».

La Cour s'est trouvée en présence d'une espèce où l'acte dommageable constituait un véritable guet-apens dont les préparatifs avaient été mûrement réfléchis, et cependant elle a conclu à l'irresponsabilité car les circonstances de fait démontraient qu'il avait été impossible à l'auteur d'agir autrement qu'il ne l'avait fait.

Les motifs de ces décisions sont nets, ils sont formels. Ils se résument à un syllogisme. L'article 1382 pose un principe : pas de responsabilité sans faute. Or l'aliéné ne peut commettre de faute. Donc l'aliéné est irresponsable. Mais la Jurisprudence, grâce à un nouveau procédé réussit à satisfaire l'équité souvent blessée par l'application rigoureuse de l'irresponsabilité. Il consiste à rechercher si dans la conduite de l'agent, antérieurement à son entrée en état de démence, il n'a pas un fait capable de constituer une faute légalement imputable. C'est un moyen indirect de satisfaire aux exigences de l'article 1382. Car il ne suffit pas d'être exonéré de toute responsabilité, d'avoir commis l'acte en état de démence. Il faut en outre, que dans le passé, les conséquences préjudiciables de cette

action n'aient pu être prévues ni évitées en aucun moment. S'il a été possible d'agir d'une autre manière à un temps donné, le fait de ne point agir comme un homme raisonnable et sage constitue une faute. C'est cette faute antérieure qui a en réalité causé l'acte préjudiciable. Et comme elle émane d'un homme doué de raison, au moment où elle a été commise elle lui est imputable. Il en doit réparation. Ce principe est nettement exprimé dans un arrêt de la Cour de Rouen (1). La même idée a souvent été reprise dans d'autres décisions. Elle est admise aussi par la plupart des auteurs (2). Les arguments par lesquels la Cour de Rouen justifie le dispositif de son arrêt sont très forts.

S'il suffisait, pour être exonéré de toutes responsabilités, de prouver qu'à l'instant où on a commis l'acte dommageable on était dans un état normal, les règles générales de la responsabilité seraient d'une application bien peu fréquente. Trop souvent il serait possible d'établir qu'on était poussé par une surexcitation anormale, une passion violente, l'ivresse ou l'effet des stupéfiants. Ne pourrait-on même calculer, en s'enivrant avant de commettre un dommage, sciemment prémédité, qu'on se met ainsi à l'abri de tous reproches ! Il ne faut pas oublier aussi que deux parties en présence, le prétendu irresponsable et la victime, la seconde doit être préférée. Est-il juste, alors que souvent l'aliéné est souvent déjà décédé, victime de ses extravagances et de ses excès, que ses héritiers plus ou moins proches recueillent toute sa fortune sans que la victime ne recouvre rien ! Est-il équitable que l'alcoolique, le cocaïnomanie

(1) Cour de Rouen, 17 mars 1874 confirmant un jugement du Tribunal civil du Havre du 13 février 1873 ; D. 1874, II, 190.

(2) Aubry RAU, T. 6, § 444, p. 343. — CAPITANT, T. II, p. 364. — DEMOGUE, T. III, N° 306 et suiv.

continuent à se livrer à leurs passions dégradantes et coûteuses, sans que leur victime ne puisse rien obtenir ! La morale le nie. Cela justifie le principe de la condamnation de l'aliéné à des dommages intérêts pour faute préexistante.

On a soutenu cependant qu'une telle théorie était dangereuse. Remonter dans le temps pour établir la faute préexistante offre l'occasion de multiples erreurs. Les preuves apportées, expertise ou témoignages, son incertaines. De plus elle est illégale, car elle viole le principe. « In jure civile, proxima, remonta causa inspicitur » (1).

Il est facile de répondre à cette objection.

Nulle part, dans la loi, on ne rencontre l'exigence de ce principe. La recherche de la causalité d'un acte appartient au juge de fait. L'évolution tend comme un perfectionnement du droit, à remonter toujours plus en arrière le cours des causes secondes

Il est donc légal que le juge cherche dans leur succession celle qui émane d'un homme raisonnable, capable de prévoir les atteintes au droit d'autrui pour lui imputer le fait délictuel.

§ 2. — LA THÉORIE MODERNE : RESPONSABILITÉ DE L'ALIÉNÉ

Le principe de l'irresponsabilité n'a pas été unanimement accepté par la doctrine et la jurisprudence. Dès le début du XIX^e siècle quelques auteurs se sont prononcés en faveur de la responsabilité du fou. Merlin nous dit : « Quoique la démence soit un motif pour soustraire l'insensé à la peine publique que mérite le délit par lui commis, néanmoins, ses biens répondent des dommages-intérêts qui en sont la suite ». Et un peu plus

(1) DESCHAMPS, page 68.

loin, il continue : « oui, sans doute, les biens de l'accusé répondent, nonobstant sa démence, des dommages qu'il a causés par un fait qui, sans cette circonstance absolument justificative quant à l'ordre public, attirerait sur lui une condamnation pénale. Un insensé qui ferait des blessures à quelqu'un ne commettrait qu'un délit matériel. Cependant ses biens répondent toujours à des dommages et intérêts qui pourraient en résulter » (1).

Dans le même sens se prononce Carnot : « Au cas de démence le dommage causé par le crime ou le délit devrait être réparé. La démence qui garantit un accusé des condamnations pénales, n'empêche pas qu'il puisse être condamné à des dommages-intérêts pour la réparation d'un fait qui, sans cette excuse entièrement péremptoire, l'aurait exposé à des peines. Ses biens répondent évidemment du tort dont il est la cause (2).

Ces idées doctrinales sont restées longtemps isolées. Depuis le début du dernier tiers du XIX^e siècle seulement, s'est développé un mouvement en faveur de la responsabilité civile dégagée de toute idée de faute. Le principe essentiel posé par les défenseurs de la théorie nouvelle est que le fait dommageable suffit à fonder l'obligation de réparer le préjudice causé. D'où le nom de responsabilité objective ».

Ce mouvement suscité par des difficultés nombreuses qui, avec l'accroissement du machinisme industriel, donnait lieu à l'application de ce principe en matière d'accidents du travail et à l'origine limité à cette matière, devrait tendre à modifier le point de vue traditionnel dans tout le domaine de la responsa-

(1) MERLIN, Répertoire, V. Démence, § 2, N^o 4.

(2) CARNOT : *Commentaire sur le Code pénal*, art. 64, N^o 3 ; dans le même sens, LEGRAVEREND : *Traité de Législation criminelle*, chap. XIII.

bilité civile. L'un des premiers en date et non le moins important, M. Josserand, a proposé la thèse de la responsabilité du fait des choses en s'appuyant sur l'article 1384 (1). « Lorsqu'un dommage est causé véritablement par notre chose, dit-il, nous sommes toujours et nécessairement tenu de le réparer, quand bien même on ne pourrait songer à nous reprocher aucun acte illicite, aucune mission coupable, car la responsabilité puise sa source non pas dans une faute délictuelle et contractuelle, mais bien dans la loi. Le demandeur en indemnité n'ayant qu'à administrer une preuve toute faite, celle d'un rapport de cause à effet entre notre chose et le préjudice souffert ; c'est la théorie objective substituée à la théorie subjective ».

M. Josserand ne posait cette responsabilité que pour les faits des choses ; de là à l'étendre aux faits de l'individu il n'y avait qu'un pas. Il fut franchi par M. Saleilles, qui étendit aux articles 1382 et 1383 la théorie de M. Josserand.

La théorie traditionnelle repose sur une condamnation de peine privée. « Or, dit-il, il ne s'agit plus de condamner à une peine mais de condamner à un risque ; la vie moderne est une question de risque. Le point de vue pénal est hors de cause, le point de vue social est en cause. Ce n'est plus, à proprement parler, une question de responsabilité, mais une question de risques ; les risques, qui doit les supporter ? Forcément en raison et en justice, il faut que ce soit celui qui, en agissant, a pris à sa charge les conséquences de son fait et de son activité » (2). Cependant M. Saleilles n'étend pas jusqu'au bout les conséquences de sa théorie et maintient une responsabilité du fou.

(1) *De la responsabilité du fait des choses inanimées.*

(2) SALEILLES : *Des accidents du travail et la responsabilité civile*, pages 4 et 5.

« Toute la question est de savoir, dit-il, si l'auteur du fait n'a pas été lui-même l'instrument aveugle et purement mécanique d'une force brutale. Ce serait alors un pur cas fortuit. Celui qui a subi et a transmis le contre-coup n'est pour rien dans l'affaire.

Mais si le fait dérive de sa personnalité propre, s'il est son œuvre, il y a des responsabilités civiles. Ce qui veut dire que le risque est pour celui qui s'est approprié le fait » (1).

En résumé M. Saleilles substitue à la théorie traditionnelle de la faute, la théorie du risque et de la faute objective. Mais il exige cependant que l'individu qui agit, ait la capacité d'entrevoir les risques qu'il peut provoquer.

La notion de la faute une fois dégagée, devait être admise avec certaines nuances par la majorité des auteurs.

M. Planiol (2) ne paraît pas être un adversaire de la théorie objective et de la responsabilité de l'aliéné. « ...J'estime qu'on pourrait admettre au moins dans une certaine mesure la responsabilité des personnes moralement irresponsables. Seule à mes yeux la responsabilité pénale suppose la raison et la liberté. La responsabilité pécuniaire n'est ni un châtiment ni une flétrissure ». M. Rippert (3) est aussi un partisan de la théorie de la pleine responsabilité de l'aliéné. Selon lui la solution de l'irresponsabilité a été forgée de toute pièce, et il espère voir grâce à son abus, une réaction législative. « Proclamer l'aliéné irresponsable c'est l'un des cas les plus flagrants, où l'introduction des idées morales dans le domaine de la responsabilité, la confusion constante entre le délit civil et le délit pénal a le

(1) SALEILLES : *Des accidents du travail et la Responsabilité*, p. 5.

(2) PLANIOL : *Traité élémentaire de droit civil*, T. II, N° 878, p. 306.

(3) RIPPERT : *Examen de Jurisprudence*, Revue critique, 1909, p. 129.

plus altéré les solutions rationnelles de la loi civile. L'aliéné n'est pas en faute. Mais c'est une faute d'être aliéné comme c'est une faute d'être maladroit ou d'être malhonnête... L'aliéné est un être inférieur, c'est un être anormal. Or, ce qui crée la responsabilité d'une personne, c'est le fait de ne pas agir comme tout le monde ; le fait d'avoir une conduite anormale. Nous demandons simplement à ce que l'on ne soit pas obligé de supporter les coups d'un fou, d'un épileptique, d'un ivrogne sous le prétexte qu'ils sont inconscients. La situation des gens sensés et adroits deviendrait vraiment trop mauvaise. Ils supporteraient à eux seuls tous les risques de la vie en société ».

D'autres auteurs, adversaires de la théorie de la responsabilité objective, parce que le principe de causabilité qu'elle consacre n'est qu'une règle primitive, destructive de l'idée morale, et dont l'effet nécessaire est de décourager les initiatives et les esprits d'entreprises, se sont néanmoins déclarés partisans de l'idée de responsabilité du fou. M. Perreau (1) écrit : « N'est-il pas choquant pour l'équité de voir d'un côté la victime souffrir un préjudice sans compensations, — quoique exempte de fautes — et d'autre part, l'auteur du dommage jouissant paisiblement de ses biens sans être tenu aux moindres sacrifices comme réparation ? Cette opposition est vraiment blessante quand l'aliéné possède quelque fortune et que sa victime, sans ressources, est frappée d'incapacité de travail... Dans des organismes aussi compliqués que nos sociétés modernes où, sans cesse, les activités s'enchevêtrent et s'entrechoquent, chacun sent le besoin d'être garanti aussi bien que possible dans la lutte quotidienne pour la vie, contre les dommages provenant des causes anor-

(1) PERREAU : *Revue critique*, 1902, p. 405 et suiv.

males et insolides. Sous la pression de ce besoin, la responsabilité tend de plus en plus à cesser d'être basée sur la faute pour se baser sur le risque ».

Cette doctrine a eu une certaine influence sur la Jurisprudence, dans laquelle on trouve un certain nombre d'arrêts qui admettent la responsabilité de l'aliéné. Le premier en date, c'est un arrêt de la Cour de Montpellier du 31 mai 1866 (1) dont voici les attendus : « Attendu que dans l'application des principes de la responsabilité civile, la loi ne tient compte ni de la volonté, ni de l'intention que si l'inexpérience d'un insencé est excusable au point de vue de répression pénale, quand elle amène un fait dommageable à autrui, elle n'oblige pas moins son auteur à le réparer ou par lui-même ou par ceux qui doivent veiller sur lui... attendu d'ailleurs qu'il est suffisamment établi que J. F. jouissait au moment du fait dont il s'agit, d'une raison suffisante pour répondre à ses actions, dont il pouvait apprécier les conséquences et la moralité, repousse l'action ».

Le Tribunal de Perpignan (2) a fait application du principe de la responsabilité, en condamnant à des dommages et intérêts les héritiers d'un aliéné qui, dans une crise, avait provoqué la mort d'un agent de la force publique.

Même solution toute récente par la Cour de Montpellier (3) qui a condamné un individu qui, poursuivi par les inspecteurs d'une certaine brigade mobile, sur lesquels il avait déchargé son revolver après avoir refusé de leur montrer ses papiers, avait blessé mortellement de plusieurs coups de poignard, et

(1) Montpellier, 31 mai 1866, S. 1866, II, 259.

(2) Perpignan, 15 mai 1907, D. 1907, I, 38.

(3) Cour de Montpellier, 30 juillet 1930, S. 1931, II, 33.

d'une balle de son revolver un homme rencontré sur son chemin.

Section II. — De la responsabilité des tiers à raison des dommages causés par les aliénés

Le principe de l'irresponsabilité, contraire à l'équité, a incité la jurisprudence à chercher un nouveau moyen d'indemnisation pour la victime. Elle l'a trouvé, sans écarter les conceptions traditionnelles, imputant le dommage à la faute d'une autre personne. Un tiers par action ou omission peut avoir, dans une certaine mesure, permis ou facilité l'accomplissement de l'acte du fou. La faute, négligence ou imprudence ainsi commise, vient alors suppléer celle de l'agent irresponsable. En développant cette idée les tribunaux ont élaboré la théorie de la responsabilité du gardien.

En principe, nous ne pouvons être déclarés responsables que des actes que nous avons commis personnellement, qui sont la suite de nos propres fautes. Mais il se peut cependant, que par des circonstances particulières, il en soit autrement et que nous ayons même l'obligation formelle de surveiller et de réprimer, autant qu'il nous sera possible, les actes de certaines personnes. Il en sera ainsi toutes les fois que le droit de famille, les conventions, la loi, sur toute autre cause, auront créé un rapport de supériorité et d'obéissance entre plusieurs personnes. Dans ce cas, le supérieur ou maître pourra bien se trouver responsable de l'acte de son subordonné, mais ce sera en réalité de son manquement à sa propre obligation de surveiller qu'il répondra.

Cette faute devient plus évidente encore lorsqu'elle émane

d'un homme qui, par sa profession était tenu à prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter le dommage, ou qui, librement, a accepté l'obligation à laquelle il a contrevenu.

L'idée d'un poste social qu'on a assumé et dont on est tenu à supporter les conséquences se fait jour ici (1).

Ceci établi, si l'acte d'omission est fautif, c'est-à-dire légalement imputable, il entraînera la responsabilité civile de son auteur.

Les devoirs d'agir sont au nombre extrêmement variable. La jurisprudence détermine leur existence en accord avec l'évolution sociale et morale. Ce faisant elle ne contrarie pas les textes du Code Civil. Par leur souplesse, leur largeur, les articles 1382 et 1383 permettent d'aller dans cette voie aussi loin que cela puisse devenir nécessaire.

D'une façon générale nous pouvons ramener ces conditions à deux idées. La jurisprudence exige que le tiers contre lequel est intentée l'action en responsabilité ait commis une négligence ou une imprudence personnelle et fautive. Mais elle exige aussi qu'il ait ainsi contrevenu à une obligation de garde d'un aliéné.

Cette obligation de garde doit avoir été librement acceptée, puisqu'elle ne résulte le plus souvent d'aucun texte de lois. Elle est donc purement facultative et naît des faits. Mais son existence entraîne certaines obligations.

Du seul fait que nous acceptons la garde de quelqu'un nous sommes sensés avoir accepté les charges et les obligations de la fonction de gardien.

Cela est particulièrement juste. La société a le droit sur notre vigilance et notre prévoyance pour empêcher l'aliéné de com-

(1) DEMOGNE, T. III, p. 510 et 511.

mettre des actes dommageables. « Celui qui assume la garde d'un fou doit le surveiller ». S'il ne le fait pas, il est en faute. Cette garde acceptée constitue un véritable poste social qu'il faut tenir convenablement.

Le droit ancien avait déjà fait application de cette idée. Labbé l'admet très bien car « la présence de l'aliéné dans le sein de la société est un danger redoutable pour les tiers ». Dans le même sens s'est prononcé Darreau : « C'est en effet un devoir de famille et d'humanité de prendre soin de ceux qui ont eu le malheur de tomber dans une aliénation d'esprit. Leurs proches parents, habiles à se succéder, se rendent coupables tant envers la société qu'envers ces malheureux lorsqu'ils sont abandonnés et qu'il en résulte des accidents (1).

La jurisprudence s'est prononcée avec fermeté sur cette question en proclamant le principe de la responsabilité du gardien. Cette assumption de la garde résultera de deux conditions : de la connaissance de l'état d'aliénation mentale et de la cohabitation.

§ I. — CONDITION D'EXISTENCE DE L'OBLIGATION DE GARDE.

A. Connaissance de l'état d'aliénation mentale.

Cette condition semble résulter implicitement d'un arrêt de la Cour d'Agen (2) car la Cour constate que dans l'espèce le père n'avait pas connu le caractère dangereux de la maladie de son fils et conclut à son irresponsabilité. De même la Cour de Chambéry exonère de toute responsabilité un père qui ignorait le caractère dangereux de la maladie de son fils (3). Le

(1) LAURENT, T. XX, N° 551.

(2) Agen, 9 novembre 1864, D. 1865, II, 230.

(3) Cour de Chambéry, 6 février 1874, S. 1875, II, 178.

Tribunal Civil de la Seine (1) déclare aussi que les personnes chargées de la garde et de la surveillance ne sauraient être l'objet d'une action en responsabilité, qu'autant qu'elles ont connu le caractère de la folie dont cette personne était atteinte.

De plus, l'obligation de garde se fonde sur une acceptation tacite des charges et des obligations de la fonction du gardien. Or, nous ne pouvons accepter que ce que nous connaissons ou prévoyons. Lors, puisque par hypothèse, l'état d'aliénation de l'agent nous est inconnu, nous n'avons pu accepter l'obligation de le surveiller.

Faisant application de cette idée que l'obligation de garde ne naît pas à la charge de celui qui ignore l'état d'aliénation mentale, la jurisprudence a déchargé de toute responsabilité un hôtelier dans l'auberge duquel un aliéné, simple passager présentant toutes les apparences d'un être normal, avait commis un acte dommageable (2).

Suffit-il, pour que naisse l'obligation de garde, de connaître l'état d'aliénation mentale de l'auteur de façon générale, ou faut-il pouvoir déterminer la nature spéciale du délire et le dommage capable d'en résulter ? Pour qu'il naisse l'obligation de garde, il suffit que les tiers connaissent le trouble des facultés mentales de façon générale. C'est d'ailleurs la seule condition exigée par la jurisprudence (3).

B. *La cohabitation.*

C'est la deuxième condition mise par la jurisprudence à la naissance de l'obligation de garde. Elle seule, en effet, permet

(1) 30 mai 1894. G. P. 1894, I, 723.

(2) Béziers, 27 avril 1899 ; g. p. 1899, II, 245.

(3) Cass. Req. 14 décembre 1926, S^o 1927.

de constater en fait, si l'état d'aliénation étant connu il y a acceptation tacite de l'obligation de surveillance.

Les tribunaux relèvent toujours son existence lorsqu'ils admettent la responsabilité civile du gardien.

Bien que certains auteurs l'aient soutenu, la simple existence de la cohabitation ne peut faire naître à elle seule l'obligation de garde ; il faut que s'y joigne le premier élément à savoir la connaissance de l'état d'aliénation. Depuis toujours l'homme vit habituellement en société. La cohabitation familiale, contractuelle ou accidentelle est un phénomène naturel qui ne peut contenir d'obligations à la charge d'autrui ; on ne peut rendre responsable un individu des faits de ceux qui, bien qu'étrangers, le touchent. Ce serait renverser toute la théorie de la faute. La jurisprudence ne peut l'admettre sans modifier profondément les bases de notre vie sociale et sans se mettre en désaccord avec les textes du Code Civil.

Ce n'est donc que l'instant où l'état de démence de l'individu sera connu que l'obligation de le garder pourra naître. On a quelquefois soutenu qu'il fallait en outre qu'il soit en notre pouvoir d'empêcher l'acte préjudiciable commis par l'insensé (1). Nous n'avons pas trouvé dans la jurisprudence des décisions qui fassent application d'une condition semblable. L'obligation du gardien repose sur une acceptation tacite, ce qui suppose qu'il était possible de s'en exonérer par exemple à l'autorité publique. Dès l'instant où nous avons préféré à ce dernier moyen, nous avons toutes les responsabilités. Les tiers ne doivent pas supporter les risques du choix que nous avons effectué.

(1) NÉAGU : *Responsabilité civile extra contractuelle de l'aliéné*. Thèse, Paris, 1927, p. 56.

En résumé, le droit pour la victime de l'aliéné d'exiger la réparation du préjudice du gardien suppose que ce dernier a commis une faute, qu'il a contrevenu à son obligation de surveillance, existe lorsque, connaissant l'état d'aliénation mentale d'un individu, un tiers continue à cohabiter avec lui.

La faute est une contravention au devoir accepté, une mauvaise exécution de la charge reçue, une imprudence, une négligence. Elle est diverse et variable avec la personnalité du gardien. Nous allons, à propos de certains d'entre eux, essayer de préciser en quoi elle peut consister.

§ 2. — LES CAS D'APPLICATION

A. *Les parents.*

C'est à eux que la jurisprudence, faisant application des idées exposées, s'est attaquée le plus souvent. « Les liens de parenté, la vie commune, la connaissance continue que chaque membre de famille a de l'activité des autres, l'idée d'une autorité morale, d'un droit de remontrance que certains parents ont envers les autres » (1), créent entre les divers membres d'une même famille une série de devoirs et d'obligations d'assistance mutuelle et de surveillance. Leur inaccomplissement peut faire réfléchir des conséquences dommageables sur les tiers. « C'est en effet un devoir de famille et d'humanité de prendre soin de ceux qui ont le malheur de tomber dans une aliénation d'esprit. Leurs proches parents habiles à leurs succéder se rendent coupables tant envers la société qu'envers ces

(1) *Ibid.*, p. 136.

malheureux lorsqu'ils les abandonnent et qu'il en résulte des accidents (1).

C'est donc l'idée de devoir de famille qui a fait admettre ici la responsabilité. Voici comment s'exprime la jurisprudence : « Le père de famille qui a repris et tenu l'insensé au foyer ne peut se prétendre dispensé de toute surveillance » (2). On trouve aussi l'affirmation de cette idée « dans celui d'avoir confié à son (3) fils impulsif et déséquilibré une automobile ». Mais peut-on soutenir que le seul fait pour un père de ne pas provoquer l'internement de son fils, qu'il sait aliéné, constitue une faute ? L'évolution de la jurisprudence sur ce point est particulièrement intéressante.

Les tribunaux ont admis tout d'abord que le seul fait de ne pas provoquer l'internement d'un enfant majeur aliéné, ne constituait pas pour le père une faute capable d'entraîner sa responsabilité envers les autres. Les arrêts tirent argument de ce que le législateur ayant établi dans des textes exprès les cas de responsabilité du fait d'autrui, celle-ci doit-être admise en dehors de ces textes et d'une façon exceptionnelle (4).

Ces idées ressortent des motifs de la Cour d'Agen. Mais cette jurisprudence empêchait toute action des tiers contre les parents de l'aliéné.

Aussi la multiplication des risques dérivant de l'accroissement de l'activité sociale a amené les tribunaux à élargir considérablement le domaine d'application de l'article 1383 du Code civil. Nous avons vu, qu'en principe, l'obligation de garde résulte du fait de cohabitation joint à celui de la con-

(1) LAURENT, T. XX, N° 551.

(2) Cass. Req. 13 juillet 1906 ; D. 1907, I, 315.

(3) Cass. Req. 19 juillet 1926 ; S. 1926, 319.

(4) Cour d'Agen 1864 ; D. 1865, II, 230.

naissance de l'état mental. Il suffit alors pour celui qui a volontairement accepté une telle obligation soit rendu civilement responsable. Mais le fait de ne pas faire interdire son fils majeur aliéné ne constitue-t-il pas une faute ?

Ici nous remarquons le revirement complet de la jurisprudence commencé en 1906 par un arrêt de la Chambre des Requêtes qui confirme un arrêt de la Cour de Lyon (1).

L'idée que nous énoncions est exprimée dans cet arrêt de manière très claire et précise. C'est exactement la solution inverse de celle donnée par la Cour d'Agen (2) quarante années auparavant.

Cette jurisprudence nous amène à conclure qu'il n'y a plus de doute possible et que le fait pour un père ou une mère de ne pas provoquer l'interdiction ou l'internement de leur enfant majeur aliéné qui habite chez eux, est une imprudence fautive, entraînant la responsabilité du père ou de la mère, lorsqu'il y aura préjudice injuste subi par un tiers résultant des agissements de l'aliéné.

B. *Les Directeurs d'Asiles.*

L'article 1384 alinéa 4, dit : « Les instituteurs et les artisans sont responsables des dommages causés par leurs apprentis pendant le temps qu'ils sont sous leur surveillance ».

Que doit-on entendre par instituteur ? Au sens propre, c'est « celui qui donne l'enseignement et poursuit l'éducation ». Mais les tribunaux admettent une conception assez différente. Pour eux il faut comprendre sous ce terme tous ceux qui sont chargés

(1) 10 juillet 1906, sur Lyon ; 31 décembre 1904, I, 315.

(2) Cour d'Agen, 1864, précité.

de l'éducation ou l'instruction des tierces personnes en même temps que de leur surveillance. Jusqu'à un certain point même on peut soutenir que la jurisprudence tend à voir instituteur dans celui qui n'a la charge que de la surveillance.

La question est particulièrement intéressante du fait que les tribunaux, par l'interprétation très large qu'ils donnent au terme d'instituteur, ont été conduit à considérer comme tels les directeurs d'hospices d'aliénés. Elle décide que les directeurs d'asiles sont responsables des dommages causés par les déments internés dans leurs établissements.

Par application des principes examinés et de l'article 1383, on peut croire que c'est bien appliquer la loi que de la proclamer. En effet, ceux qui ont adopté cette carrière ou profession, se trouvent dans les conditions examinées pour que l'obligation existe. Par le fait même d'embrasser cette profession ils ont assumé la garde des malades et accepté le devoir de surveillance qui leur incombe. Il n'y a aucune distinction à faire entre les directeurs d'établissements privés, étant donné que l'acceptation qui est à la base de l'obligation est la même et d'autre part les mêmes obligations leur incombent.

Voici comment s'exprime la jurisprudence : « Attendu que le sieur C..., en sa qualité de directeur de l'établissement de Leygne, a été substitué au père de famille par les dispositions de la loi de 1838, qu'il a volontairement accepté la garde et la surveillance de D..., et qu'il doit être déclaré en droit, responsable du dommage causé par ce dernier : attendu que cette responsabilité rentre dans les termes de l'article 1384 (1) ». Dans le système qui aurait découlé de l'article 1383 du Code civil,

(1) Cour d'Agen, 16 mars 1872 ; S. 1873, II, 113.

il aurait fallu établir une négligence à la charge du directeur. Le défaut de surveillance constituant une faute d'imprudence ou de négligence est présumé d'après l'article 1384 du Code civil. Cela supprime de notables inconvénients. En effet, de par leur profession et par leurs connaissances techniques, les directeurs d'asile ont la possibilité d'apporter les soins d'une vigilance extrême, toute inexécution de ces soins constitue une imprudence.

Une preuve de ces fautes serait difficile à faire par le tiers lésé. Dans le système de la jurisprudence, la situation du tiers est très légère. C'est au directeur de prouver l'absence de faute de sa part, ce qui pratiquement est une grosse difficulté.

Conformément au système posé par le législateur dans l'article 1384, la présomption de faute n'est pas irréfragable et le directeur pourra faire la preuve de l'absence de faute de sa part. Ainsi il a été jugé dans l'arrêt d'Agen précité : « Attendu néanmoins que le sieur C..., peut invoquer la disposition du dernier alinéa de l'article 1384 au même titre que les pères et mères ou instituteurs qu'il remplace et prouver l'impossibilité où il a été d'empêcher l'incendie de la grange du sieur V... ».

En quoi devra consister cette preuve ?

La Cour admet qu'elle doit résulter des faits. Dans l'espèce, elle trouve qu'elle ressort de ce que l'acte dommageable a été commis longtemps après l'évasion, dans un lieu très éloigné de l'hospice, sans qu'on puisse établir de lien entre l'évasion et le préjudice et alors que le directeur a effectué toutes les démarches nécessaires pour retrouver son pensionnaire.

Ces circonstances forment-elles une excuse suffisante pour que le directeur n'ait pas contrevenu à son obligation de surveillance ? Nous serions assez tenté de soutenir la négative. La Cour

aurait dû admettre la responsabilité du directeur de l'asile. Car l'acte n'aurait pu se produire si l'aliéné ne s'était pas enfui. Le fait de l'évasion démontre que l'obligation de surveillance a été mal rempli. La Cour d'ailleurs a bien senti l'argument et elle l'a affirmé, qu'en fait « il n'y a pas eu de relation entre les circonstances de l'incendie et de l'évasion ».

Un jugement du tribunal civil de la Seine (1) conclut à la responsabilité du directeur gérant d'un asile pour défaut de surveillance.

Toutes les allégations du directeur sont insuffisantes, car elles ne sont pas une excuse à l'absence d'une surveillance. Le directeur ne pouvait apporter la preuve qu'il n'a pas de faute à s'imputer, le tribunal constate l'absence fautive et condamne le directeur.

En résumé, la jurisprudence permet au tiers, victime de l'acte d'un dément, de se retourner contre celui qui avait le devoir de le surveiller. Il n'a pas besoin d'établir aucune faute de la part de ces derniers. C'est à eux, s'ils veulent échapper à la responsabilité qui leur incombe, de prouver qu'ils n'ont commis aucune faute et rempli de façon parfaite l'obligation de garde qu'ils avaient assumée.

Que décider lorsque l'aliéné est soigné dans un établissement public ? La loi du 20 juillet 1899 a substitué la responsabilité de l'Etat à celle des membres de l'enseignement public. Et comme la jurisprudence traduit largement le mot « instituteur » et comprend par ce mot les directeurs des asiles, doit-on étendre

(1) Trib. de la Seine, 11 février 1914 ; V. D. J. SCHNEIDER : *Responsabilité civile des aliénés, responsabilité des maisons de santé, pratique médico-légale*, 3 mars 1914.

et admettre que la victime peut agir en responsabilité contre l'Etat au lieu d'agir contre le directeur de l'asile public ?

La question présente de l'intérêt parce que le directeur peut être insolvable, et que, d'autre part, la jurisprudence civile applique en ce cas les règles très larges du droit administratif et admet que la responsabilité de l'Etat peut être retenue pour faute de service, alors même que le fonctionnaire est mis hors de cause.

A première analyse, l'assimilation pourrait sembler s'imposer. En effet la loi de 1889 se justifie parce que les membres de l'enseignement public n'ont le choix ni de leurs élèves, ni de leur local ni de leur personnel. Les mêmes raisons existent en faveur de l'irresponsabilité du directeur de l'établissement public.

Mais le texte de la loi de 1889 est formel ; l'interprétation extensive doit être rejetée. La loi ne s'applique même pas au personnel dépendant du département ou d'établissements publics. A plus forte raison elle ne peut être appliquée dans l'hypothèse que nous étudions.

La victime de l'acte du fou ne peut donc demander réparation à l'Etat.

CONCLUSION

S'il est une réforme impérieusement réclamée, par de hautes considérations, non seulement de justice, de morale et de philanthropie, mais aussi d'amour-propre national, c'est bien celle qui concerne le régime des aliénés. Aussi, avec une légitime satisfaction, nous considérons les progrès accomplis dans la voie de protection de dément, depuis l'époque pas trop éloignée où, relégué au ban de la société, l'individu atteint de folie était, aux yeux de tous, un objet de crainte et d'horreur. Le lent travail d'une civilisation bienfaisante, a triomphé des préjugés et des erreurs accumulés dans le cours des siècles ; il a de nos jours abouti à une amélioration considérable du sort matériel et de la situation juridique de l'aliéné.

Dans ce malheureux, autrefois considéré comme un animal nuisible, la philanthropie éclairée de Pinel découvre un malade : la loi de 1838 s'efforça, peu après, d'empêcher son internement injustifié et de réglementer son assistance.

Il faut rendre un hommage à cette loi peut-être ancienne qui régit encore en France la condition des aliénés et dont on a souvent médité sans la connaître. Elle a réalisé, en effet, un progrès immense dans la voie de l'assistance aux déments, et a constitué, lors de son apparition, le premier monument sur

la matière dont toutes les législations étrangères se sont largement inspirées. Mais la France, préoccupée d'être au premier plan du progrès, est souvent la propagantiste d'idées généreuses dont d'autres s'attribuent ce mérite, lors de leur mise en œuvre. Or, précisément le législateur français, après avoir été un initiateur, s'est laissé distancer par ses disciples. Il n'a pas opéré, comme les autres, de récentes améliorations, « mettant en œuvre le progrès de la science et envisageant les questions nouvelles que suggéraient l'expérience et un souci toujours plus grand d'assistance et de solidarité sociales ». Ainsi les rôles sont donc renversés et de modèle la France est tombée au rang d'imitateur.

Si dans le passé cette loi a rendu des grands services, aujourd'hui, pour des considérations d'ordre moral, social et de la protection de l'aliéné lui-même, cette loi n'est plus à la hauteur de sa tâche. Une réforme est nécessaire. Et à une époque comme la nôtre, qui se pique d'altruisme, de solidarité sociale, il semble inconcevable que cette réforme n'ait pas encore été réalisée. Et notre scepticisme est tel que nous faisons nôtre cette boutade mélancolique de M. Raiga, administrateur provisoire des aliénés, lors de son compte rendu à la fin de l'année à la commission de surveillance des Asiles de la Seine : « Pouvons-nous, Messieurs, faire fonds sur le zèle du Parlement pour adopter prochainement les mesures que je viens de préconiser ? Hélas ! les vicissitudes des divers projets relatifs à la revision de la loi de 1838 sont de nature à nous enlever toute illusion à cet égard. Dans le doux pays de France, où tout semble se peser aujourd'hui à la balance des préoccupations électorales, les affaires d'aliénés sont dans le plateau d'un poids très léger et pourtant, négligées voire mises au rancart. Cela étant, il y a peu d'espoir

que nos arrières-neveux voient, pas plus que nous ne l'avons vu nous-mêmes le triomphe des quelques réformes sans éclat, intéressant des malheureux qui, à leur infortune pathologique, ajoutent la malchance énorme de n'être ni électeurs, ni syndiqués.

Quant à la responsabilité civile de l'aliéné, aussi croyons-nous que malgré les efforts de la jurisprudence, la responsabilité civile de l'aliéné n'est pas pleinement satisfaisante. C'est au législateur qu'appartient de donner une solution juste.

La jurisprudence prenant comme base la faute et éclairée du principe de l'équité aboutit à une véritable théorie du poste social.

Il est évident d'une part, que l'élaboration de cette théorie a eu d'heureuses conséquences pour les tiers injustement lésés. D'autre part, c'est avec raison qu'elle sanctionne les obligations, résultant du poste social occupé, car elles apparaissent comme naissant obligatoirement d'une solidarité sociale et d'une acceptation de garde. Mais en élevant au rang d'imprudence des faits presque normaux, en créant et en multipliant autour de l'aliéné des obligations et des responsabilités, soit pour faits personnels, soit pour autrui, la jurisprudence a dressé, en quelque sorte autour du dément une série de pièges que les gens avertis éviteront. Elle fait en sorte, que le fou devienne pour ses semblables un danger à plus d'un titre. Ces responsabilités dressent autour du fou un vérifiable réseau d'obstacles qui font fuir son approche.

Donc, le système adopté pour le fou apparaît d'une part, comme ne supprimant pas toujours l'irresponsabilité, d'autre

part, comme une cause de désertion de tous ceux qui s'en approchent et veulent éviter les risques d'une responsabilité.

Devant un tel système jurisprudentiel plein d'incertitude, l'intervention du législateur est plus que nécessaire.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

G. ROUSSY.

VU :

Le Doyen,

RIPERT.

VU :

Le Président de thèse,

ESCARRA.

BIBLIOGRAPHIE

- AUBRY et RAU. — *Cours de Droit Civil Français*, 5^e édition.
- BALL. — *Responsabilité partielle des aliénés*, Paris, 1886.
- BARTELEMY (Marquis de). — *Rapport sur le projet du Gouvernement*, 1837.
- BERTRAND (E.). — *Loi sur les aliénés. Procès-verbaux de la Commission chargée d'étudier les modifications à introduire dans la loi de 1838*, Paris, 1872.
- BOISNARD. — *De l'administration provisoire de l'individu non interdit placé dans un établissement d'aliénés*. (Thèse, Paris, 1907).
- BRUNET DE LA GRANGE. — *De la nullité des actes des aliénés*. (Thèse, Poitiers, 1903).
- CAZIER. — *De la condition civile de l'aliéné interné et non interdit*. (Thèse, Paris 1906).
- CHENOT. — *Etude juridique et critique de la condition civile des aliénés*. (Thèse, Toulouse, 1906).
- COLIN et CAPITANT. — *Cours élémentaire de Droit Civil Français*, 8^e édition.
- DALLOZ. — *Répertoire méthodique et alphabétique de législation, de doctrine et de jurisprudence. V. aliénés*.
- DEMOGUE (R.). — *Traité des obligations en général : I. Source des obligations*, t. III et V.
- DEMOLOMBE. — *Cours du Code Napoléon*, T. XXXI.
- DUBIEF. — *Rapport fait au nom de la Commission chargée d'examiner la proposition de loi relative au régime des aliénés*. (Documents parlementaires, Chambre, 1904).
- DUBIEF. — *Le régime des aliénés*, Paris, 1909.
- FUSIER. — *De la capacité juridique des aliénés et de leur liberté individuelle*. (Thèse, Grenoble, 1886).

- GALY. — *Les garanties de la liberté individuelle et le régime des aliénés.* (Thèse, Paris 1913).
- GARNIER. — *De la protection de la fortune des malades dans les établissements d'aliénés.* (Annales médico-psychologiques, T. 14-15-16, 1901-1902).
- HUC. — *Des aliénés et de leur capacité civile*, 1883.
- JOSSERAND. — *De la responsabilité du fait des choses inanimées.* Paris, 1897.
- JOSSERAND. — *Cours de Droit Civil Français*, 2^e édition. ;
- JULLIOT. — *L'aliéné non interdit et le renouvellement des baux commerciaux.* Journal des Notaires, 1936, art. 38, 979.
- LAURENT. — *Principes de Droit Civil Français*, 3^e édition.
- LE BACHELEY. — *De la conciliation civile des aliénés non interdits.* (Thèse, Caen, 1898).
- EM. LEDOUX. — *De la démence de fait et de ses conséquences juridiques.* (Thèse, Poitiers, 1908).
- LIMOUZINEAU. — *Le problème de la responsabilité civile extra-contractuelle des aliénés.* (Thèse, Dijon, 1932).
- LEMOINE. — *Le Régime des aliénés.*
- LÉVY-BRUHL. — *La Responsabilité.*
- MARGUERY. — *Dès effets de l'insanité d'esprit sur la capacité civile.* (Thèse, Paris, 1906).
- LÉON et HENRI MAZEAUD. — *Traité théorique et pratique de la responsabilité civile, délictuelle et contractuelle*, éd. 1931.
- NEAGU. — *La Responsabilité civile extra-contractuelle des aliénés.* (Thèse, Paris, 1927).
- PASCAUD (H.). — *La responsabilité des aliénés.* (Revue critique de législation et de jurisprudence, 1905, p. 219 et suiv.).
- PINEL. — *Le régime des aliénés 1836.*
- PLANIOL. — *Etude sur la responsabilité civile.* (Revue critique de législation et de jurisprudence, 1905, p. 277. etc.).
- RAYNIER et BAUDOIN. — *L'aliéné et les asiles au point de vue administratif et judiciaire 1930.*
- ROUSSEL. — *Rapport fait au nom de la Commission du Sénat chargée d'examiner le projet portant révision de la loi de 1838 sur les aliénés.* (Ch. des Députés, annexe 157, 20 mai 1884).

SALEILLES. — *Accidents du travail et responsabilité civile.*

SACAZE. — *De la folie considérée dans ses rapports avec la capacité civile.* (Revue de législation et de jurisprudence T. 38, 39, 40, 1850-1851).

TARDIEU (A.). — *Gestion des biens des aliénés non interdits.* Paris, 1911.

TOULOUSE. — *Le problème social de la folie.* (Revue bleue, février 1904).

WEENS (Ch.). — *Les biens des aliénés.* (Revue générale de législation jurisprudentielle. T. 56, p. 119 et suiv., 1932).

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	7
--------------------	---

PREMIERE PARTIE

LA CAPACITÉ CIVILE DES ALIÉNÉS

CHAPITRE I. — Aliénés du droit commun	15
<i>Section I.</i> — Incapacité de fait des aliénés	16
<i>Section II.</i> — Conséquences juridiques et l'incapacité de fait des aliénés	20
<i>Section III.</i> — Caractère de la nullité des actes émanant d'un aliéné non interdit	23
CHAPITRE II. — Capacité civile de l'aliéné interné.....	31

DEUXIEME PARTIE

LA PROTECTION DES BIENS DE L'ALIÉNÉ

CHAPITRE I. — De l'administrateur provisoire	43
<i>Section I.</i> — Administrateur légal	46
<i>Section II.</i> — Administrateur provisoire judiciaire.....	47
§ 1. — Nomination	48

§ 2. — Par qui peut-elle être provoquée	50
§ 3. — Caractère, durée et renouvellement.....	52
§ 4. — Critiques et réformes proposées	53
<i>Section III. — Pouvoirs de l'administrateur</i>	<i>56</i>
§ 1. — L'étendue des pouvoirs de l'administrateur provisoire	58
1°) Recouvrement des créances et paiement des dettes..	58
2°) Les baux	59
3°) L'aliénation du mobilier, des valeurs mobilières et des autres meubles incorporels : fonds de commerce, exploitations industrielles, offices ministériels	60
4°) Réception des significations	63
§ 2. — Critiques et réformes proposées	65
<i>Section IV. — Responsabilité de l'administrateur provisoire ..</i>	<i>69</i>
<i>Section V. — Fin de l'administration</i>	<i>71</i>
1°) Par la sortie de l'aliéné	71
2°) Par l'expiration du délai de trois ans	72
3°) Par l'interdiction ultérieure	72
4°) Par la révocation de l'administrateur	72
5°) Par la mort de l'aliéné et de l'administrateur	73
CHAPITRE II. — Représentation en Justice	75

TROISIEME PARTIE

CHAPITRE I. — La responsabilité civile des aliénés	81
<i>Section I. — Des diverses solutions proposées pour résoudre le problème de la responsabilité civile des aliénés</i>	<i>84</i>
§ 1. — Théorie classique : irresponsabilité de l'aliéné	84
§ 2. — Théorie moderne : responsabilité de l'aliéné	89
<i>Section II. — De la responsabilité des tiers à raison des dom- mages causés par les aliénés</i>	<i>95</i>

TABLE DES MATIERES

117

§ 1. — Conditions d'existence de l'obligation de garde	97
A) Connaissances de l'état d'aliénation mentale.....	97
B) La cohabitation	98
§ 2. — Les cas d'application	100
A) Les parents	100
B) Les directeurs d'asiles	102
CONCLUSION	107
BIBLIOGRAPHIE	111

Achevé d'imprimer par
les PRESSES MODERNES
le 26 Mai 1939
Palais Royal — Paris

